

1 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 M.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 7 Sch.; Belgique, & fr.; Canada, 60 c.; Danemark, 2,80 kr.; Espagne, 16 pes.; Grèce-Bulgarie, 14 p.; Irlande, 75 fr.; Iran, 100 rls; Italie, 200 L.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 5 fr.; Pays-Bas, 3,50 fl.; Pays-Bas, 75 fr.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,50 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 8 d. din.

Les 25 adhésions coûtent 20 F

6. DATE DES ITALIENS

25 ET 26 PARIS - CPDEN 68

C.C.P. 4297-25 Paris

Téléx Paris no 63372

Tél. : 770-91-29

Directeur : Jacques Fauvet

LA FRANCE ET L'UTILISATION DE L'ATOME

Le programme de centrales nucléaires soulève de nouvelles objections

Trois manifestations publiques mêlant en cause le programme français de construction de centrales nucléaires (une quarantaine d'usines d'ici à 1980) ont organisé ce 10 octobre à Paris. Sous la présidence de M. Roland Leroy, membre du bureau politique, le parti communiste organise une conférence de presse comme le font de leur côté les représentants du syndicat C.F.D.T. du Communistes à l'énergie atomique. Au Sénat, l'association française pour la défense de l'environnement réunit ce même jour en colloque sur le thème : « Énergie nucléaire et environnement. »

M. Jacques Belle, ancien directeur de cabinet de M. Poujade, lors que celui-ci était ministre de l'environnement, avait ouvert le débat dans ces colonnes (le Monde du 27 juin 1974) en demandant que les nouveaux projets de centres soient bloqués. Aujourd'hui, M. Gabriel Périot, secrétaire d'Etat à l'environnement, plaide à son tour pour la prudence et la rigueur. C'est la première fois qu'un responsable officiel de l'environnement prend position de manière détaillée sur ce sujet.

Ne pas créer de risques supplémentaires
par GABRIEL PERONNET

[illegible][illegible]

Un gramme de démocratie

n'a qualité pour mettre en
les décisions, même si elles
contraires à la Constitution.
Les députés et les sénateurs

par Marc Richet
(Lire page 8)

Live page 3.7

La majorité ne sont guère plus favorables à la réforme que leurs collègues de l'opposition. Or ils disposent sur ce terrain d'une forte position stratégique. Ils peuvent en effet manifester leur désapprobation sans se dresser ouvertement contre le gouvernement. En dosant convenablement leurs voix, ils peuvent faire approuver le projet (éventuellement amendé) dans chaque chambre, sans qu'il obtienne au total les 3/5^{es} de suffrages nécessaires pour son adoption définitive par le Congrès de Versailles.

LE TÉMOIGNAGE DE FRANÇOIS-LOUIS CLOSON

Le temps des passions

Successivement chargé de la direction des finances de la France libre, directeur ou commissaire à l'intérieur, adjoint de Jean Moulin, chargé par ce dernier d'une mission personnelle auprès de de Gaulle, membre de l'équipe de la Libération, il fut enfin, en 1945, inscrit dans leur peau leur vie durant.

Alger pour envahir Giroud des affaires, initiateur des comités de libération en territoire occupé, participant à la libération de Paris, ancien commissaire de la C.F.L.L., Francis-Louis Clouon a vécu le temps des passions ou premier plan. Il en fut l'un des acteurs principaux, de ceux qui ont été jugés, condamnés, et qui gardent en lui son histoire grave et profonde, comme ces ta-

(1) Laffont, 1973.

Raison et déraison

berté qui ne soit un peu fou.
Il est vrai qu'il n'est d'am-
bition politique qui ne soit un
peu démente. Si l'on sanc-

tionne un médecin qui n'aura libéré un schizophrène, que sera-t-on à un peuple qui aura porté, comme cela n-

PAUL GILLET.
(Lire la suite page 23.)

JULIEN CAIN EST MORT
(Lire page 42 l'article)

(*trans.*)
[ANDRE CHASTEL.]

AU JOUR LE JOUR**AU JOUR LE JOUR**

Un jugement récent a déclaré responsable des octets d'un dément l'hôpital psychiatrique qui lui avait rendu sa liberté. Il faut espérer que ce jugement ne fera pas fuir plusieurs, sans quoi nous serions entrainés dans un engrenage impitoyable ; il sera indispensable de définir les critères légers de la santé mentale et de l'aliénation, ce qui est le plus sûr moyen d'ouvrir la porte à tous les

Raison et déraison

arbitraires et à toutes les oppressions, dans la mesure où il n'est d'amour de la liberté qui ne soit un peu fou.

Il est vrai qu'il n'est d'ambition politique qui ne soit un peu démente. Si l'on sanctionne un médecin qui n'arrête un schizophrène, que fera-t-on d'un peuple qui aura porté, comme cela arrive assez souvent, un patronage au pouvoir ?

ROBERT ESCARPIT.

JULIEN CAIN EST MORT
(Lire page 42 l'article
d'ANDRÉ CHASTEL.)

Vient de paraître

**ALFRED
FABRE-
LUCE**

**LES CENT
PREMIERS
JOURS DE
GISCARD**

le SICMA

ROBERT LAFFONT

PHOTO BICUMA

صكيات الامم

EUROPE

Grande-Bretagne

LE STYLE DE LA CAMPAGNE TÉLÉVISÉE

Un Heath mal à l'aise, un Wilson trugédien et un Thorpe surprenant

Les Britanniques ont commencé à voter ce jeudi matin 10 octobre à 7 heures. Les urnes seront closes à 22 heures.

Le Parlement britannique comptait 238 travaillistes, 236 conservateurs, 10 libéraux, 23 « divers » dont 7 nationalistes écossais, 2 nationalistes gallois et 11 unionistes de l'Ulster. Le spectacle, déguisé du Labour, est traditionnellement compté à part car il ne prend pas part aux votes.

La 23 février dernier, les travaillistes avaient obtenu 301 sièges et 57,2 % des voix. Les conservateurs 206 sièges et 39,2 % des voix, les libéraux 14 sièges et 2,5 %.

Les candidats « divers » avaient recueilli 5,4 % des suffrages, dont près de 5 % pour le parti national écossais. Le parti communiste de Grande-Bretagne avait présenté des candidats dans quarante-quatre circonscriptions, et le Front national écossais

droite) dans cinquante. Aucun des deux n'avait en tête.

Il manquait acclamé 20 sièges aux travaillistes et 22 aux conservateurs pour obtenir la majorité absolue (318 des 630 sièges).

Les sondages, quarante-huit heures avant le scrutin, manifestaient au profit des travaillistes une avance de 5,5 à 17 points sur les conservateurs.

De notre correspondant

London. — Les reporters de la télévision britannique ne craignent pas de poser, d'une manière polie et cordiale, les questions les plus indiscrètes aux hommes politiques. Parmi les leaders des trois principaux partis, c'est sans doute M. Heath qui, dans cette campagne à la limite bien surmontée, l'effraye. Le dirigeant conservateur donne toujours l'impression d'être un peu mal à l'aise, mais jamais son visage ne s'est déformé en une grimace qui l'aurait trahi.

M. Heath est si mal à l'aise qu'il a refusé de répondre à des questions dans une interview qu'il avait prévue à la télévision. Il a dit qu'il était « fatigué » et qu'il avait besoin de repos. Il a même refusé de répondre à des questions sur son rôle de chef de gouvernement.

donne parfois l'impression de ne vivre que devant les caméras. Il a cependant dit passer un moment agréable à la télévision. Il a dit qu'il était « fatigué » et qu'il avait besoin de repos. Il a même refusé de répondre à des questions sur son rôle de chef de gouvernement.

M. Heath est si mal à l'aise qu'il a refusé de répondre à des questions dans une interview qu'il avait prévue à la télévision. Il a dit qu'il était « fatigué » et qu'il avait besoin de repos. Il a même refusé de répondre à des questions sur son rôle de chef de gouvernement.

débattait sur les plages en hydrocraze ou descendait au cœur des villes en hélicoptère. Il est vrai que, dans la politique britannique, le dirigeant libéral est encore un homme neuf. Quand il a recueilli à des moments aussi spectaculaires, il a l'impression d'être un homme nouveau.

Dans quelle mesure l'image télévisée des chefs politiques peut-elle sur l'issue de la campagne ? La réponse varie selon les partis. Pour les libéraux, il n'y a pas de doute. Ils ont vu dans ce moyen de communication un moyen de faire connaître leur programme et de gagner des voix.

Avant la conférence des partis communistes européens

La Yougoslavie décide de participer à la réunion préparatoire de Varsovie mais ne prend aucun engagement pour l'avenir

De notre correspondant

Belgrade. — Invité par les partis italiens et polonais, la ligue des communistes de Yougoslavie grandira part à une réunion préparatoire de la conférence des partis communistes européens qui se tiendra du 18 au 20 octobre à Varsovie. L'annonce s'en est faite officiellement. La ligue a été invitée à participer à la réunion préparatoire de la conférence des partis communistes européens qui se tiendra du 18 au 20 octobre à Varsovie.

socialistes, sociaux-démocrates, syndicaux, etc. Leur présence n'aurait donc que plus de poids à la réunion, tout en évitant les commentaires qui ne manqueraient pas d'être faits sur la prétention des communistes de « monopoliser » la lutte en faveur de la détente internationale. Le litige de la ligue n'est pas un litige de principe, mais un litige de tactique. La ligue n'a pas d'avis à formuler sur la question de la détente internationale, mais elle a des avis sur la question de la participation à la réunion préparatoire de la conférence des partis communistes européens.

PROCHE-ORIENT

Irak

TANDIS QUE LA GUERRE S'INTENSIFIE DANS LE NORD

Bagdad accélère la mise en œuvre du statut d'autonomie du Kurdistan

Tandis que les combats redoublent d'intensité dans le nord du pays, où les rebelles kurdes ont pris le contrôle de la région, Bagdad accélère la mise en œuvre du statut d'autonomie du Kurdistan. Le gouvernement irakien a décidé de mettre en œuvre le statut d'autonomie du Kurdistan dès que possible.

Le radio des rebelles, loin de modérer son ton vis-à-vis du régime, affirme que la guerre contre les Kurdes « résulte de la pression soviétique » et que des « troupes soviétiques » sont présentes dans le nord du Kurdistan.

Le radio des rebelles, loin de modérer son ton vis-à-vis du régime, affirme que la guerre contre les Kurdes « résulte de la pression soviétique » et que des « troupes soviétiques » sont présentes dans le nord du Kurdistan.

Situation difficile

De toute manière, il est exclu que le général Barzani accepte de déposer en position de faiblesse. Ce fait indique que le double offensive du début d'août a permis aux troupes irakiennes de marquer des points décisifs. La prise de Qala-Diz a privé la rébellion d'une position d'où elle

Le radio des rebelles, loin de modérer son ton vis-à-vis du régime, affirme que la guerre contre les Kurdes « résulte de la pression soviétique » et que des « troupes soviétiques » sont présentes dans le nord du Kurdistan.

Les deux troupes correspondant à la double offensive lancée au début d'août par les forces irakiennes en direction de Rawanduz et de Sulaymaniyah, ont été repoussées. Les troupes irakiennes ont subi de lourdes pertes.

pourrait mener en permanence. Le régime irakien a déclaré que les troupes irakiennes ont subi de lourdes pertes.

Les deux troupes correspondant à la double offensive lancée au début d'août par les forces irakiennes en direction de Rawanduz et de Sulaymaniyah, ont été repoussées.

pourrait mener en permanence. Le régime irakien a déclaré que les troupes irakiennes ont subi de lourdes pertes.

MALGRÉ L'INTERVENTION DE L'ARMÉE

Les « colons sauvages » ont réussi à implanter quelques centres de peuplement en Cisjordanie

M. Henry Kissinger, arrivé mercredi 9 octobre au Caire et l'un d'arrivements, a rencontré, dans la soirée, le président Sadat. Le secrétaire d'Etat américain a eu un premier entretien de « très bon » et a dit qu'il avait un entretien avec son collègue égyptien.

En Israël, où M. Kissinger est attendu samedi, M. Rabin a condamné l'action des « colons sauvages » qui, malgré l'intervention de l'armée, ont réussi à implanter en Cisjordanie au moins trois centres de peuplement.

De notre correspondant

Jérusalem. — On estime à environ cinq mille le nombre des « colons sauvages » qui ont participé à l'action entreprise par le Bloc de la Foi dans la moitié septentrionale de la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967. Mais rien ne permet de croire que cette foule d'hommes et de femmes, occupés à bâtir des centres de peuplement, ne soient pas des « colons sauvages ».

Les partis de gauche ont mobilisé leurs troupes contre les colons, qualifiés d'« aventuriers », d'« extrémistes » et même, comme l'écrit ce jeudi matin l'organe des syndicats de gauche, de « criminels de guerre ».

Les partis de gauche ont mobilisé leurs troupes contre les colons, qualifiés d'« aventuriers », d'« extrémistes » et même, comme l'écrit ce jeudi matin l'organe des syndicats de gauche, de « criminels de guerre ».

Les partis de gauche ont mobilisé leurs troupes contre les colons, qualifiés d'« aventuriers », d'« extrémistes » et même, comme l'écrit ce jeudi matin l'organe des syndicats de gauche, de « criminels de guerre ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

Le faux secret qui a entouré l'opération a donc été plus ou moins écarté. Les autorités ont, en effet, sans que l'on sache pourquoi, interdit aux journalistes l'accès aux lieux d'implantation des « colons sauvages ».

OPE

Afrique fédérale

Un Heath mal à l'aise, un Wilson trugédien et un Thorpe surprenant

Les Britanniques ont commencé à voter ce jeudi matin 10 octobre à 7 heures. Les urnes seront closes à 22 heures.

Le Parlement britannique comptait 238 travaillistes, 236 conservateurs, 10 libéraux, 23 « divers » dont 7 nationalistes écossais, 2 nationalistes gallois et 11 unionistes de l'Ulster. Le spectacle, déguisé du Labour, est traditionnellement compté à part car il ne prend pas part aux votes.

La 23 février dernier, les travaillistes avaient obtenu 301 sièges et 57,2 % des voix. Les conservateurs 206 sièges et 39,2 % des voix, les libéraux 14 sièges et 2,5 %.

Les candidats « divers » avaient recueilli 5,4 % des suffrages, dont près de 5 % pour le parti national écossais. Le parti communiste de Grande-Bretagne avait présenté des candidats dans quarante-quatre circonscriptions, et le Front national écossais

droite) dans cinquante. Aucun des deux n'avait en tête.

Il manquait acclamé 20 sièges aux travaillistes et 22 aux conservateurs pour obtenir la majorité absolue (318 des 630 sièges).

Les sondages, quarante-huit heures avant le scrutin, manifestaient au profit des travaillistes une avance de 5,5 à 17 points sur les conservateurs.

PLUS DE 40 MILLIONS D'ÉLECTEURS

Tout citoyen britannique âgé de dix-huit ans ou ressortissant du Commonwealth ou de la République d'Irlande résidant dans le royaume est autorisé à voter. L'exception de la reine, des membres de la Chambre des lords, des prêtres, des moines, des membres ayant un certificat médical et des personnes ayant été condamnées depuis moins de cinq ans pour fraude électorale. Il y a, cette année, un peu plus de quarante millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales, dont près de trois millions voteront pour la première fois.

Le scrutin est uninominal à un tour à la majorité simple. 635 sièges sont à pourvoir, dont 71 en Écosse, 36 au Pays de Galles et dans le royaume d'Irlande du Nord. Il y a 2 192 candidats, dont 150 femmes. Chaque candidat a voté un canton de 150 livres dont il n'aurait le remboursement que s'il recueille au moins la huitième du total des suffrages exprimés.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage. (Rég.)

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

Le parti travailliste et le parti conservateur ont déclaré tout ignorer du cambriolage.

صحنات الدراما

POLITIQUE

Un gramme de démocratie

(Suite de la première page.)

Les rapports entre le gouvernement et les Assemblées entrent dans la partie parlementaire de notre régime mixte. L'incompatibilité entre la fonction ministérielle et le mandat de député ou de sénateur n'est donc pas dans la logique. Elle fait plutôt figure d'anomalie. Il serait tout à fait concevable qu'on la fasse disparaître et qu'on supprime complètement les suppléants. Mais si on les maintient, il n'est pas concevable qu'on en fasse des parlementaires de seconde zone. Cela paraît contraire au concept de représentation nationale et à la dignité qui doit entourer celle-ci.

La réforme du Conseil constitutionnel est beaucoup plus valable, et le « gouvernement des juges » — formule imagée mais inexacte, d'ailleurs — a manifesté des défauts aux États-Unis, notamment en matière économique et sociale, il y a montré de grandes qualités

aussi, qui l'important finalement : ses décisions contre la ségrégation raciale et pour l'égalité électorale ont beaucoup contribué au développement de la démocratie. De toute façon, le problème se pose de façon différente dans un pays où les parlementaires ne sont pas encadrés par des groupes disciplinés, où le gouvernement ne dispose jamais dans les Assemblées d'une majorité ferme — et dans un pays comme le nôtre, qui est entré dans un système majoritaire où le gouvernement s'engage à faire adopter finalement les projets qu'il veut.

Dans un tel système, le contrôle de la constitutionnalité des lois change de sens. Il n'est plus un moyen d'affaiblir une toute-puissance parlementaire qui n'existe pas. Il est un moyen d'empêcher que le bloc gouvernement-majorité ne devienne omnipotent, en le maintenant dans les limites de la loi fondamentale. Il renforce donc la situation de l'opposition qui ne risquerait d'être écrasée sans lui. La gauche a très bien compris

celle d'ailleurs, dont le programme commun demande la création d'une cour suprême, en des termes mériteraient un large consensus.

L'actuel projet de réforme du Conseil constitutionnel est très éloigné d'un tel objectif. Mais il peut marquer un premier pas dans sa direction. Passons sur l'auto-sélection du Conseil, idée bizarre, contraire à l'indépendance d'une juridiction vis-à-vis des affaires qu'elle doit juger : le gouvernement gagnerait à se débarrasser de cette fâcheuse disposition. Au contraire, permettre à une minorité de parlementaires de détenir une loi au Conseil, voilà une bonne disposition. On pourrait, certes, en trouver de meilleures : par exemple la saisine par les citoyens, au moyen d'une exception d'inconstitutionnalité soulevée quand on voudrait leur appliquer la loi contestée (système proposé par le programme commun de la gauche).

Mais le système proposé par le gouvernement reste acceptable. Sans doute, ce premier pas est trop timide. Surtout, il reste ambigu. La composition du Conseil constitutionnel n'est pas satisfaisante. Elle ne donne pas de garanties d'impartialité parce qu'elle dépend trop du gouvernement, ou moins tant que la majorité de l'Assemblée nationale penche du côté de celui-ci. Cependant, la jurisprudence du Conseil constitutionnel est assez libérale : sur certains points, elle l'est plus que celle du Conseil d'Etat et de la Cour

de cassation. Les divisions schématisées de la majorité, la présence au Conseil de certains hommes d'une grande indépendance parmi ceux qu'elle a nommés ne justifient point une récusation a priori. De toute façon, tant que la gauche est minoritaire, elle n'a rien à perdre à une telle réforme. Et quand elle sera devenue majoritaire, il lui suffira d'appliquer le programme commun pour en éviter les inconvénients : un referendum sur l'établissement d'une Cour suprême ayant les plus grandes chances de succès.

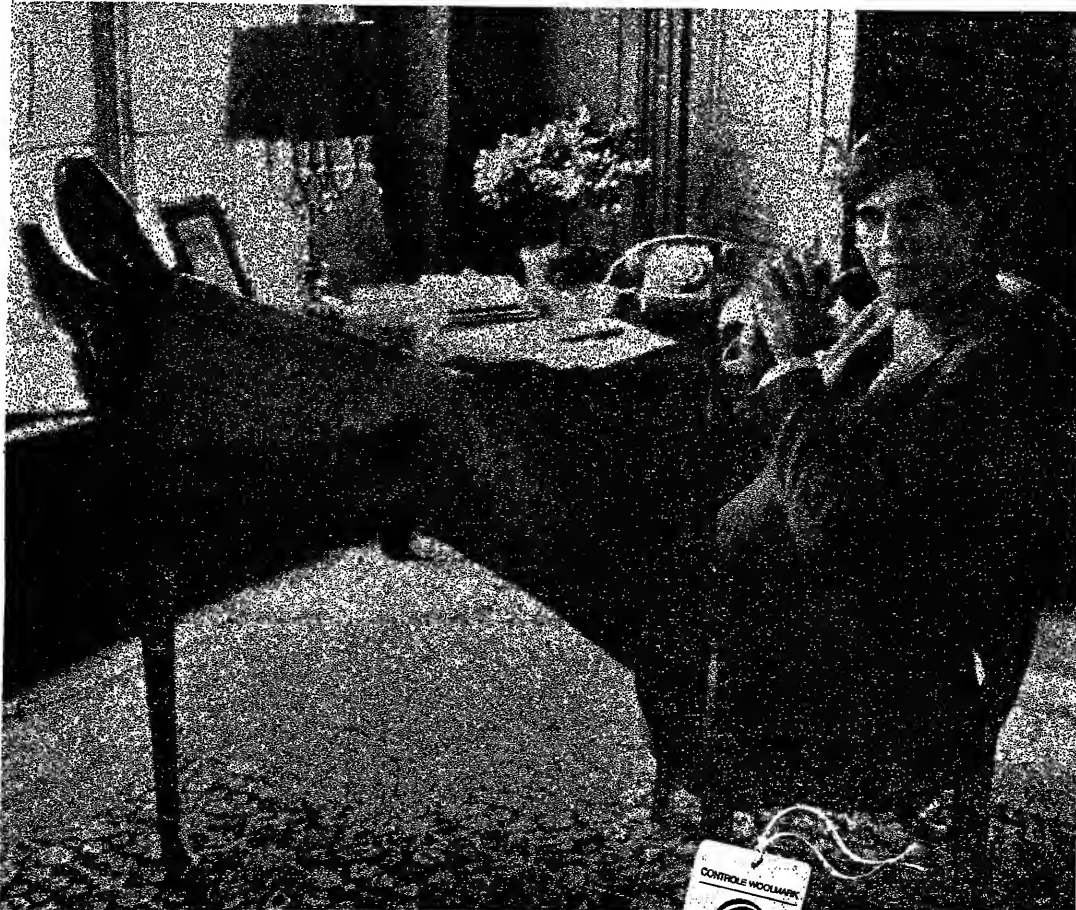
En fait, l'attitude de la gauche dans ce domaine est commandée par un choix de stratégie qui mériterait d'être discuté. Refuser un accroissement des droits de l'opposition parce qu'il est trop faible ou partiellement illusoire, c'est appliquer une stratégie du tout ou rien. On considère que les initiatives gouvernementales ne peuvent être acceptées que si elles sont d'emblée satisfaisantes. Tel a été le cas pour la majorité à dix-huit ans et la liberté de contraception, par

exemple. Mais de telles initiatives resteront probablement rares dans le domaine politique, car aucun gouvernement ne peut trop visiblement s'éloigner de ses positions.

Une telle stratégie n'est pas dépourvue d'efficacité. En l'occurrence, elle peut permettre de faire éclater au grand jour les contradictions internes de la majorité à propos du président de la République et de ses initiatives. Pour l'opposition, cela serait certainement une grande victoire, plus stratégique dans l'immédiat que le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel. A long terme, la balance est moins claire. Une stratégie des petits paquets pourrait être plus efficace, consistant à accepter chaque concession du gouvernement, si minime soit-elle, et à prendre appui sur celles ainsi obtenues pour en obtenir d'autres. « Une minute de paix, c'est bon à prendre », disait Jean Giraudoux. Un gramme de démocratie, n'est-ce pas toujours bon à prendre ?

MAURICE DUVERGER.

Un costume pure laine, plus on le porte plus on l'aime.



Quand on aime la laine, on l'aime tous les jours. On vit mieux dans un costume pure laine. Jamais trop neuf, jamais raide, il a une élégance nonchalante, discrète, rée.

Il vous laisse toute spontanéité dans vos gestes, allonge le pas, croise les jambes, ou pose les coudes avec vous.

Prêt à recommencer le lendemain, après une nuit de repos sur un cintre.

Vous aller si bien ensemble qu'on ne sait plus très bien qui de vous deux a choisi l'autre. L'âge lui va bien. Il traverse le temps avec naturel et élégance, surtout quand il est garanti et contrôlé par la Woolmark.



La laine est vraie.

idées pourrait
u'au Canada

ADIAN
K

POLITIQUE

ET DES ASSISES DES 12 ET 13 OCTOBRE

LES VOIES DU SOCIALISME

VI. — L'état de la révolution

Par MARC RIGLET (*)

Le séisme de six articles consacrés aux « voies du socialisme » dont la publication s'achève aujourd'hui a d'abord été consacré à la social-démocratie, à la ligne chinoise et à l'expérience soviétique avec des études de MM. Pascal Ory, K.-S. Karol et Jean Elliezstein (1) du Monde, des 5, 6 et 7 octobre. Puis, examinant les voies proposées aux Français, M. Marc Pallier a traité du socialisme démocratique (8 octobre) et M. Maurice Rosta a exposé les thèses de l'avant-garde révolutionnaire (10 octobre). Un militant communiste, M. Marc Riglet, avait enfin, le 11 octobre, traité de « l'état de la révolution ».

Qu'ils l'exécutent ou la préconisent, les discours sur la révolution ne sont souvent que rancune. Ces quelques propositions passées et présentes en témoignent.

1. La révolution est impossible. Le matérialisme historique serait formel : « Jamais une société n'exprime avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est capable de produire » (2). Pour ces « intelligents », octobre 1917 n'aurait été que du « blanchisme à la sauce tartare » (dit Léon Blum après Baykovitch (3)).

2. On peut faire l'économie de la révolution, Bernstein (4) l'a déjà dit, mais il y a aujourd'hui des raisons péremptives : l'artifice de la révolution a disparu. La classe ouvrière s'est dissoute dans les délices de la consommation. Plus de classes, plus de lutte de classes : plus de lutte de classes, plus de moteur de l'histoire : plus de moteur, plus d'histoire, rien que l'histoire du progrès.

3. Malgré ces deux propositions et leurs variantes innombrables — ou à cause d'elles — non seule-

ment la révolution ne disparaît pas du lexique, mais elle resurgit perpétuellement, grande par sa dé-institution. Elle devient cette image décrite par Mannheim (5) : elle est « la révolution comme une roue en soi, non pas comme un moyen indispensable pour un but rationnellement fixé, mais comme le seul principe créateur du présent immédiat, comme la révolution antérieure » (après des aspirations de l'homme révolutionnaire) et ce monde.

A ven tenir la, on jugera que la révolution est mal partie. Qu'on se rassure : ces rappels vi- vent seulement à supposer l'existence de discours qui se moquent de la pratique et, en fait, se réduisent à une sociologie des surfaces quand ils ne se perdent pas dans une psychologie des profondeurs.

Bors du mécanisme, du simplisme et de l'imaginaire, il y a cependant la place pour un discours consistant sur la révolution. Ce discours est cohérent et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, sa cohérence tient à sa capacité, à juger qu'aujourd'hui la France la révolution n'est pas à l'ordre du jour.

Ce discours sur la révolution tient de l'ouï-dire par le parti communiste français, nettement l'accent est sur ce qui est de l'ordre du projet.

Considérer le projet révolutionnaire, c'est consentir à observer l'existence de classes nouvelles présentes dans le détail des concepts qui la mettent au jour et des pratiques qui l'organisent. Rappeler les concepts et esquiver les pratiques, c'est aussi juger la valeur de leurs critiques.

On peut évaluer en simplifiant les deux effets principaux dans l'ordre politique de cette conception. Tout d'abord, l'incapacité à concevoir une stratégie d'alliance.

Il est impossible d'entrer dans le détail des courants divers ou du laxisme dans l'assomption de classes diverses (jeunes, femmes, travailleurs émigrés), tout à tour dues au titre de groupe social-républicain, qui sont la marque de cette incapacité. En gros la déception qui naît du spectacle de cette classe ouvrière qui agit comme elle est et non comme elle devrait être produit deux attitudes : ou bien on néglige la classe ouvrière jusqu'à faire une catégorie purement symbolique au nom de laquelle il devient facile de parler, ou bien on la « dépasse » et l'on constitue cette nébuleuse qui va des « nouvelles classes ouvrières » au nouveau bloc historique.

Dans la complexité de ces trouvailles, de ces inventions et de ces enroulements passagers, il faut bien déceler l'absence d'analyse sérieuse des rapports sociaux, la méconnaissance de l'état de développement du capitalisme en France aujourd'hui, de la nature de cette classe ouvrière capitaliste monopolisée d'Etat. En faute d'analyse scientifique de la réalité sociale, de la prise en compte des intérêts de classe, il ne peut être question d'en composer certains, c'est-à-dire de traduire en alliance politique une alliance de classes.

Le résultat politique principal de ces « découvertes » est ce que l'on pourrait appeler la « dilution » de l'intérêt, donc de l'objectif. Ainsi le pouvoir, qui n'est pas défini en termes de classe mais appréhendé au sein d'un anti-autoritarisme sans principe. Le pouvoir d'Etat, et ses intérêts dominants qui l'organisent, disparaissent de la scène au bénéfice de « pouvoirs » divers réduisant, lycées, parcs, universités, qu'il s'agit, on ne sait, comment, d'insérer.

Corrélativement, une forme d'apolitisme s'en suit, qui exauce les luttes sociales pour en isoler de leur induction politique. Les appareils enfin sont bornés et les bases élargies : on en revient, au bout du compte, à un communautarisme archaïque, à la mine ou mineur et ses variantes horlogères.

Dans ce trop-plein d'objectifs, cette dissémination des revues, l'action révolutionnaire ne saurait se constituer. Non susceptible d'être rattachée à un but, elle ne se développe pas en ligne d'action et ne peut être appréciée qu'à son quantum de valeur morale ou d'exemplarité.

Bref, la diversité des « points de vue de l'extrême gauche » s'analyse en une impuissance de production théorique et des pratiques dispersées.

Faut-il en ignorer les expres-

sions ? ou au sens où elle débouche sur l'insécurité institutionnelle d'une société socialiste. Elle est d'abord ce qu'elle doit être simplement : le rassemblement de forces qui ont intérêt à sortir de la crise. Elle est ensuite une étape essentielle, obligée dans la lutte pour le socialisme, si l'on songe que sa victoire expose de salubrité à la domination des monopoles et donc de remettre en cause d'une manière profonde la nature de classe du pouvoir.

La définition limitée de la tâche immédiate ainsi que la notion d'échec n'empêchent pas l'abandon du projet révolutionnaire et en outre moins on ne sait quel sombre dessin de la catastrophe. La définition limitée de la tâche immédiate ainsi que la notion d'échec n'empêchent pas l'abandon du projet révolutionnaire et en outre moins on ne sait quel sombre dessin de la catastrophe. La définition limitée de la tâche immédiate ainsi que la notion d'échec n'empêchent pas l'abandon du projet révolutionnaire et en outre moins on ne sait quel sombre dessin de la catastrophe.

Substituer des « voies » au « modèle »

Dans une conception aussi tristement « possibiliste », dire-je, se construit le socialisme, sont réduits, 1917 avait pour un temps substitué aux utopies une idée d'Etat, celle d'une révolution qui n'est qu'un échec.

L'idéal révolutionnaire, on en est sûr, la figure de l'Etat, l'action révolutionnaire, trouve ses fondements et sa permanence dans deux aspirations, deux pulsions : celle d'harmonie et celle de transparence.

Contenus l'une et l'autre dans des formules inbrutiques — « le règne de la liberté se substitue au règne de la nécessité », « l'administration des choses remplace le gouvernement des hommes », — les pulsions d'harmonie et de transparence se sont organisées tout à tour dans des constructions théoriques puis dans des idées idéales, non : dissimulées sans doute aujourd'hui dans des figures d'autorité.

Les temps de la distinction finissent par permettre, dans le lointain de la volonté révolutionnaire, de définir l'idéal d'abord comme ce qui doit être (le temps des phalanstères), puis comme ce

qu'il faut être (la nature de l'Etat), dont le caractère complexe, idéologiquement exprimé en dernière analyse des intérêts de classes diversifiés.

Exercer le pouvoir dans le sens de la satisfaction des intérêts communs des classes qui composent l'union populaire est, pour le parti de la classe ouvrière, cette tâche immédiate. Il s'agit dans le même temps d'une étape de son projet révolutionnaire dont on pourra bien, dans un rapport de forces changé, craindre alors de le voir se poursuivre après avoir, non sans imprudence, cru l'enterrer.

Mais il ne s'agit de rien d'autre que d'une étape, et toutes les impatiences, qu'elles se haussent ou non à la hauteur de l'argument théorique, n'y feront rien.

Substituer des « voies » au « modèle »

Dans une conception aussi tristement « possibiliste », dire-je, se construit le socialisme, sont réduits, 1917 avait pour un temps substitué aux utopies une idée d'Etat, celle d'une révolution qui n'est qu'un échec.

L'idéal révolutionnaire, on en est sûr, la figure de l'Etat, l'action révolutionnaire, trouve ses fondements et sa permanence dans deux aspirations, deux pulsions : celle d'harmonie et celle de transparence.

Contenus l'une et l'autre dans des formules inbrutiques — « le règne de la liberté se substitue au règne de la nécessité », « l'administration des choses remplace le gouvernement des hommes », — les pulsions d'harmonie et de transparence se sont organisées tout à tour dans des constructions théoriques puis dans des idées idéales, non : dissimulées sans doute aujourd'hui dans des figures d'autorité.

Les temps de la distinction finissent par permettre, dans le lointain de la volonté révolutionnaire, de définir l'idéal d'abord comme ce qui doit être (le temps des phalanstères), puis comme ce

Les « petites gauches » et le P.C.F.

Expressions d'une alliance à gauche qui n'aurait jamais atteint le degré d'une autre histoire récente, le programme commun et le rassemblement qu'il implique ne sauraient s'animer en une simple répétition de ces temps forts, tel 1938 ou 1945, où l'union populaire a été arrachée à la grande bourgeoisie et son pouvoir des droits et des forces. Cela implique donc les appréciations à la fois prospectives et rétrospectives, du type marxiste matérialiste, sur son contenu, ses effets et ses limites supposées.

Par ce qu'il analyse et traduit — un certain état d'aliénation — la mise en cause qu'il implique — la classe en tant que la domination du grand capital — le programme commun est à la fois nécessairement actuel et idéal.

Pour deux de ces raisons, selon des modalités différentes qui tiennent à leur nature, l'heure est à l'élaboration de l'alliance, à l'analyse de ce qui le rend nécessaire et possible, aux formes politiques qui en désignent pour le moment.

(*) Attaché à la Fondation nationale des sciences politiques.

Assurez-vous : Faire un bon contact d'urgence. Prendre part aux meetings.

«Münsterland», région d'activités économiques. Au cœur de l'Europe, en Allemagne de l'ouest, l'arrière-pensée de zones industrielles et d'habitation à un prix avantageux. Métaux d'acier. Bonne infrastructure. Des débouchés commerciaux et des marchés sont à votre portée. D'un intérêt capital pour les entreprises de toute importance qui déjà aujourd'hui pensent à l'avenir. Demandez notre documentation détaillée à :

ARBEITSGEMEINSCHAFT WIRTSCHAFTSPFÖRDERUNG MÜNSTERLAND 41 Münster (F.R.G.) Klaffenstraße 10, Téléphone 02 51 / 49 57 00, Telex 089 2068

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'en ai pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour vous. Ne dites plus "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront un accompagnement rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

Département et liste des centres YSOPTIC (lunetterie et optique) dans les départements de France et d'étranger sur demande.

CE VENDREDI DANS

L'Unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

- LA TRIBUNE DES ASSISES DU SOCIALISME
- LE DICTIONNAIRE D'UN RACKET (ou la braderie du secteur public)
- SIBÉRIE : UN REPORTAGE DANS LE 6^e CONTINENT
- BRUNO TRENTIN (leader de la C.G.T. italienne)
- PARLE DE LA CRISE
- SERGE MOATI RACONTE « LE PAIN NOIR »
- ET EDMONDE CHARLES-ROUX SON « ITINÉRAIRE CHANEL »
- ET LA CHRONIQUE DE FRANÇOIS MITTERRAND

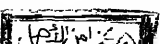
En vente dans les kiosques

BULLETIN D'ABONNEMENT SPÉCIAL.

à retourner à « L'Unité », 41, boulevard de Magenta, PARIS (10^e)

Je soussigné demeurent

desire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 F que je vous adresse par chèque bancaire ☐ par chèque postal ☐ ou virement au C.C.P. L'Unité 3034989 Le Source.



POLITIQUE

APRÈS LE CONSEIL DES MINISTRES

LE COMMUNIQUÉ

M. Giscard d'Estaing s'adresse à la presse le 24 octobre

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, a tenu, jeudi 24 octobre, une réunion de presse, la deuxième depuis son élection à la présidence de la République. Elle s'est tenue, à 11 heures, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, 41 rue de la République, à Paris. M. André Rosol, secrétaire d'État, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel (nos dernières éditions datées du 10 octobre).

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 9 octobre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. 41 rue de la République, à Paris. M. André Rosol, secrétaire d'État, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel (nos dernières éditions datées du 10 octobre).

Sur la proposition du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, et du garde des sceaux, ministre de la Justice, un projet de décret portant création d'une commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu a été approuvé.

Après avoir fait le point de l'état d'avancement du projet de loi relatif à la sécurité des transports ferroviaires sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, devant le conseil des ministres, a déclaré mercredi, selon le porte-parole du gouvernement, qu'il traitait à cet égard de la sécurité des transports ferroviaires, le ministre des affaires étrangères et le secrétaire d'État aux transports ont fait adopter un projet de loi autorisant la ratification de traités signés entre les gouvernements de la République française et du Royaume-Uni, pour l'application de l'exploitation de cet ouvrage, d'une part, et d'autre part, un projet de loi créant l'établissement pu-

blic national qui sera chargé de suivre l'exécution des travaux et d'assurer l'exploitation du tunnel.

Le conseil a approuvé un projet de loi présenté par le ministre de l'économie et des finances, instituant un prélèvement conjoncturel destiné à prévenir les conséquences inflationnistes des entreprises.

Le ministre de l'économie et des finances a fait une communication sur la dernière session du Fonds monétaire international.

Le ministre de la coopération et le ministre de l'agriculture ont respectivement rendu compte des réunions du conseil des Communautés européennes consacrées à l'aide au développement et aux questions agricoles.

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a informé le conseil des conditions de mise en place d'une agence nationale pour les économies d'énergie.

Le secrétaire d'État auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) a fait approuver un ensemble de décisions dans le do-

main de l'immigration et tendant à améliorer la condition des travailleurs immigrés.

Rafin, sur proposition du ministre, la désignation de M. Ripert en qualité de commissaire au Plan a été adoptée.

Le président de la République a déclaré : « Je constate la solidarité des ministres entre eux et je les en félicite. Pour la première fois depuis toujours, personne ne peut se faire l'écho de rancunes ou de critiques des ministres entre eux. Cette attitude est conforme à la nécessité des temps qui imposent la solidarité entre tous ceux qui ont la responsabilité du sort des Français ».

Le président de la République a également commenté les prochaines rencontres internationales, l'une avec M. Brejnev, du 5 au 7 décembre, à Paris, et l'autre avec M. Ford, des 18 au 16 à la Martinique.

QUESTIONS

M. Debré critique

Séance animée, mercredi, à l'Assemblée nationale. Les députés ont en effet joué sur tous les claviers de la procédure parlementaire (questions d'actualité, questions orales et sans débat) pour interroger le gouvernement sur un certain nombre de sujets qu'ils considéraient préoccupants : difficultés des petites et moyennes entreprises, dégradation de l'emploi, avenir de l'aéronautique, du « France », de l'atomique, d'autres sujets, plus vastes et plus généraux, furent également abordés : la violence, la situation dans l'armée et, surtout, la politique démographique de la France. Cette dernière question a été l'objet d'une intervention de M. Michel Debré.

En réponse à une question de M. Louis Bourdier (rép. M. Debré), le ministre de l'économie a déclaré que des dispositions ont été prises en faveur du bâtiment et qu'il a demandé que les créances des petites et moyennes entreprises sur l'État soient régies sans retard.

Le ministre de l'économie a déclaré que des dispositions ont été prises en faveur du bâtiment et qu'il a demandé que les créances des petites et moyennes entreprises sur l'État soient régies sans retard.

Le ministre de l'économie a déclaré que des dispositions ont été prises en faveur du bâtiment et qu'il a demandé que les créances des petites et moyennes entreprises sur l'État soient régies sans retard.

Le ministre de l'économie a déclaré que des dispositions ont été prises en faveur du bâtiment et qu'il a demandé que les créances des petites et moyennes entreprises sur l'État soient régies sans retard.

Le ministre de l'économie a déclaré que des dispositions ont été prises en faveur du bâtiment et qu'il a demandé que les créances des petites et moyennes entreprises sur l'État soient régies sans retard.

140 de croisière sans bruit. Et sans essence.



La nouvelle Mercedes 3 litres est une Diesel, comme il n'en a jamais existé : une Diesel qui change beaucoup de choses sur le Diesel.

De 0 à 100 km/h en 17,9. Une vitesse de près de 150 à l'heure. L'absence totale de bruit et d'odeur. La nouvelle 3 litres est belle et bien la première voiture silencieuse et rapide qui ne marche pas à l'essence.

Demarrons ensemble. Le lancement du moteur se fait d'un tour de clé. Plus de starter de préchauffage. Le moteur tourne on ne l'entend pas : la 3 litres est la première voiture au monde équipée d'un moteur 5 cylindres en ligne de 3.005 cm³ développant 80 ch. Din à 4.000 tr/min, avec un couple moteur maxi de 17,5 mkg à 2.400 tr/min.

Perfectionnements importants : un ventilateur à visco-coupleur travaillant en fonction de la température et une régulation mécanique de la pompe d'injection (pour éviter les à-coups et l'emballement du moteur).

Et la nervosité ? Avec le nouveau cinq cylindres, les reprises de la 3 litres sont étonnantes, supérieures même à celles de nombreuses voitures à essence. Vous pouvez vraiment dépasser facilement. Et en toute sécurité. Pour le reste (l'économie), la 3 litres est une vraie Diesel. Elle consomme 10,8 l de gas-oil aux 100 km. Et cela pendant longtemps : 78 % des Mercedes Diesel vendues depuis 1949 sont encore en circulation.

La nouvelle 3 litres est évidemment confortable, spacieuse et sûre comme une Mercedes. Mais, en plus, elle est désormais équipée en série d'une direction assistée, d'un verrouillage central (un seul tour de clé ferme portes, coffre et réservoir) et d'une lunette arrière dégivrage (et bien sûr, ceintures à enrouleurs, appuie-têtes, etc.). Combinant les performances d'un moteur à essence avec l'économie d'un Diesel, la 3 litres complète parfaitement la gamme des Diesel (200 D, 220 D, 240 D). La Mercedes 3 litres est une découverte que vous pourrez faire demain chez votre concessionnaire Mercedes.

Mercedes-Benz France - 48, avenue de la Grande-Armée 75017 PARIS.



Mercedes 240D 3.0. la première Diesel 5 cylindres.

Mercedes-Benz, les meilleures berlines Diesel du monde.

(* Selon normes DIN 7030).

Les députés majeurs de dix-huit ans.

M. GEORGES FILLOUD (P.S., Drôme) interpelle le ministre de l'éducation sur l'absence de la circulaire qu'il a adressée récemment aux chefs d'établissements et qui concerne les élèves majeurs de dix-huit ans.

M. KARY confie que les élèves devenus majeurs peuvent, s'ils en expriment le désir, accomplir les actes nécessaires au respect des parents. S'ils veulent cependant continuer leurs études, ils doivent l'indiquer par écrit. L'absence de la circulaire dans les écoles a été constatée.

M. KARY, il est en effet difficile de lui donner une administration directe. Enfin, une commission partielle composée d'élèves de plus de dix-huit ans et d'adultes plus âgés étudiera les problèmes qui se posent à ce sujet.

La fermeture de la mine de Feuilleux.

En réponse à des questions de MM. Jean Bernard (P.S., Rhône) et Julien Schwartz (U.D.R., Moselle), qui plaident en faveur du maintien en activité du puits de l'exploitation, M. MICHEL D'ORNON, ministre de l'Énergie, a renvoyé les deux députés aux déclarations faites par le premier ministre devant l'Assemblée nationale. Il estime que les raisons qui ont conduit à la décision de fermer ce puits demeurent valables.

M. JACQUES SOUFFLET, ministre de la défense, affirme que le gouvernement se préoccupe de toutes les manières d'assurer l'avenir de la SNIA, sans pouvoir faire le point prochainement sur ce sujet. Enfin, il déclare avoir pas entendu parler de la question de l'avion supersonique américain.

L'avenir de la SNIA.

M. GUY DUOULON (P.C., Seine-et-Marne) demande à la SNIA et l'arrêt de la fabrication de Condor ne sont en relation avec les prises de position avec l'armement de la mine et point prochain d'un supercon-

M. DANIEL DALBERA (P.C., Paris) proteste contre les sanctions infligées aux soldats des unités militaires du régime de la République et demande au gouvernement d'interdire le recrutement des soldats en conformité absolue avec le règlement de discipline général de l'armée. Il se propose pour qu'il y ait une seule armée au monde et qu'elle soit soumise à un seul et même règlement.

Toutes les sanctions prévues par le règlement de discipline général de l'armée ont été appliquées et ont été appliquées en fonction des responsabilités de chaque soldat. En outre, cette affaire a été traitée avec fermeté, mais aussi avec la plus grande compréhension. Si le règlement pénalise la faute

سكيا في الامم

سكنا الامل

POLITIQUE

la politique démographique et s'oppose à la libéralisation de l'avortement

remarque et écoute dans un silence attentif. Plusieurs députés manifestent par de fréquents applaudissements leur reconnaissance à l'égard d'un homme qui a dit tout haut ce que beaucoup d'entre eux s'étaient résignés à penser tout bas.

Le sujet était bien choisi, propice à la fois aux grandes réflexions et aux développements sur l'ensemble des domaines de la politique gouvernementale.

Parlant d'un thème qui lui est familier (l'importance de la politique démographique pour l'avenir de la France), M. Michel Debré prononce, en fait, un discours de premier ministre. Estimant que,

face à une situation qu'il juge « catastrophique », gouverner, c'est régler, il s'engage à rechercher des solutions afin de régler l'autre aspect du problème.

L'avenir du « France ».

M. FREDERICO GARRELLI (app. R.). Saint-Pierre-et-Miquelon ? C'est en faveur du projet de loi sur l'association qui a été voté. Mais la décision définitive à son sujet n'est pas encore prise. Elle est devant l'Assemblée. Celle-ci devra également voter au grand débat sur les problèmes maritimes.

M. MARCELO CAVALLI, secrétaire d'Etat aux transports, estime que « la phase ultime du conflit de France est maintenant posée », qu'il n'y a qu'à attendre que les deux camps se retrouvent.

M. GUY CABANEL (r.). Faire la loi sur l'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. JACQUES CRESSARD (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

valeurs qui « loin d'être primaires ont fait leurs preuves : l'ordre, le travail, la famille et la morale ».

Autant de jugements qui rejoignent les interventions empreintes de fermeté de M. Chirac et Sautourel sur le respect de la discipline dans l'armée, et de M. Fontanille sur celui de la discipline morale au travail.

L'heure est venue de mettre fin aux excès du libéralisme », avait affirmé M. Benoît Mesquieu (UDR). Le propos s'adresse à son président de la République.

PATRICK FRANCES.

Le projet de loi sur l'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. MICHEL DEBRÉ (UDR, r.). L'association n'est pas la seule solution. Il faut aussi envisager la possibilité de créer des zones de libre-échange, notamment en matière de commerce.

M. D'ORVILLE, ministre de l'Industrie, répond qu'il n'y a pas de problème de libre-échange. Il faut simplement attendre que les deux camps se retrouvent.

M. Debré critique

it.

Le M.L.A.C., un service public ?

« L'avortement ? Mais il est libre. » Cette affirmation, les militants du Mouvement pour le libre accès à l'avortement (M.L.A.C.) l'ont entendue des dizaines de fois au cours de la dernière semaine de l'été. Le M.L.A.C. est une association à but non lucratif, organisée dans les stations touristiques de la région de la Côte d'Azur. Elle a pour but de promouvoir l'avortement en France. Elle a pour but de promouvoir l'avortement en France. Elle a pour but de promouvoir l'avortement en France.

Le passé récent de la loi sur l'avortement a été discuté à l'Assemblée nationale. Si les intentions libérales de M. Debré ont été saluées, il n'est pas certain que la loi sur l'avortement sera votée.

En attendant que les élus de la nation se prononcent officiellement sur un sujet qui a agité l'opinion depuis plus de deux ans, la pratique de l'avortement en France demeure controversée. Les médecins qui pratiquent l'avortement sont en danger. Les femmes qui avortent sont en danger.

Un concert « spontanéiste ».

Le Mouvement, qui est un regroupement de « comités » de trois à cinq personnes, se trouve à Paris, en région parisienne et en province. Les comités sont des associations de femmes qui se réunissent pour discuter de l'avortement. Elles se réunissent pour discuter de l'avortement. Elles se réunissent pour discuter de l'avortement.

140 de criériste sans bruit. Et sans essence.

Venez l'essayer chez nos concessionnaires.

- PARIS 8 COMO AUTOMOBILES S.A. 82-84, bd Voltaire 75001 Tél. 377.64.00 et 700.82.37
- PARIS 15 DECAEN AUTOMOBILES 83, rue Claude-Decaen 75011 Tél. 34.43.60 et 34.43.61
- PARIS 15 MERCEDES-BENZ-FRANCE 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 727.65.05 et 727.15.44
- PARIS 15 GARAGE CONTINENTAL 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 607.30.37 et 607.15.41
- BAGNOLET GARAGE GATIGNOL 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 287.83.14 et 287.65.09
- BOULOGNE-SUR-MER ATELIER WALTURN 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 825.50.30
- BOULOGNE-SUR-MER S.O.P.D.A. 32 bis, route de la Reine 92000 Tél. 439.46.10 et 439.47.49
- CLICHY G.P.M.S.A. 8-10, rue de la Reine 92000 Tél. 727.65.05 et 727.15.44
- COLOMBES HAUTS-DE-SEINE AUTOMOBILES 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 727.65.05 et 727.15.44
- LE PLESSIS-ROBINSON GRAND GARAGE ROBINSON S.A. 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 607.30.37 et 607.15.41
- LEVALLOIS-PERRET GARAGE LAZAROVITZ S.A. 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 727.65.05 et 727.15.44
- MEAUX GARAGE COMPAGNON S.A. 81, rue de la Chapelle 75010 Tél. 439.46.10 et 439.47.49
- MELIN GARAGE DUFRENEY Avenue de Gravelle-Fontenay 77007 Tél. 439.46.10 et 439.47.49
- MONTEURIEUR ELI GARAGE 7377, avenue Aristide-Briand 92020 Tél. 755.52.20
- NANTERRE DIFFUSION OUEST-AUTOMOBILES 25-27, rue Georges-Clemenceau 92000 Tél. 204.12.05
- SAINT-DENIS GARAGE MODERNE 24, bd Carnot 93000 Tél. 755.52.20
- RONNEL-SUR-MER S.T. EXPLOITATION DES GARAGES MATHIAULT Zone Industrielle « Les Petits Carreaux » 94300 Tél. 896.70.11

Mercedes-Benz, les meilleurs berlins Diesel 5 cylindres.

Mercedes-Benz, les meilleurs berlins Diesel 5 cylindres.

M. HENRI TORRE
NE SE RÉINSCRIT PAS
AU GROUPE U.D.R.

(Suite de la première page.)

L'ancien chef de gouvernement n'entraîne certes pas beaucoup de député U.D.R. dans son sillage, et il est évident que la formation gaulliste n'est pas actuellement en position de force, mais la « sortie » de M. Debré n'en est pas moins révélatrice du malaise qui persiste entre ceux qui ont été

doivent s'occuper à partir de jeudi prochain) et leur hostilité aux projets de loi concernant la contraception et le divorce ?

RAYMOND BARRILLON

première d'une série de réunions régionales organisées par le mouvement gaulliste ; il sera le lendemain à Bar-le-Duc.

d'une part, empêcher le gouver-
nement de faire une politique d
gauche, et, d'autre part, existe

ment sur la saisine du Conseil constitutionnel, le statut de Paris, la charte des libertés, etc.

SOYEZ LES DERNIERS A EN PROFITER

Le Front de Seine, u

JOHN ARTHUR ET TIFFEN
15 quai André Citroën - 577.94.77

sur les pages boursières de ce journal avant de venir visiter nos appartements.

Le Front de Seine, un quartier privilégié qui restera unique à Paris.



Joseph C. Rainward - Director/Vice,

صلى الله عليه وسلم

INSTITUT
CARRIE
LE CENTRE UNIVERS
OU APPRENDRE
CENTRE UNIVERS



ÉDUCATION

DÉFENSE

MALGRÉ UN EFFORT D'INTÉGRATION DANS L'ENSEIGNEMENT «NORMAL»

La scolarisation des handicapés reste insuffisante

L'accueil des élèves à la rentrée a pu être jugé «satisfaisant» par l'administration. On ne peut en dire autant pour les handicapés physiques et les handicapés mentaux. La scolarisation, malgré les efforts entrepris, est encore insuffisante.

Deux handicaps menacent sur trois les enfants placés dans un établissement scolaire, estime l'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEI). Les handicaps moteurs et sensoriels, s'ils ont proportionnellement davan-

tage de places, sont aussi les moins nombreux. On estime qu'il y a en France environ 1 000 000 de handicapés moteurs, dont 700 000 enfants et jeunes de cinq à vingt ans, alors qu'il y a 150 000 handicapés mentaux et 20 000 sourds et aveugles âgés de cinq à vingt ans.

Ces chiffres ne correspondent cependant qu'à des hypothèses vraisemblables faites à partir d'enquêtes partielles et limitées et qui ont servi de base pour l'élaboration du VI^e Plan.

Face aux besoins, dont l'ampleur est souvent ignorée, qu'offre le système éducatif pour que le principe de l'éducation scolaire s'applique effectivement aux handicapés? Là encore, les statistiques sont imprécises. Le fait que ces enfants, selon le degré de leur handicap, relèvent de deux ministères différents — le ministère de l'éducation et le ministère de la santé publique — ne facilite pas le décompte.

Le ministère de l'éducation, qui a essentiellement vocation à éduquer des handicapés physiques et mentaux légers et moyens, a offert à la rentrée 1974 16 000 places dans des établissements ou classes spécialisées, soit 16 000 places de plus que l'an dernier et plus du double par rapport à 1969 (12 000). Un effort indéniable, à donc été fait. Les établissements représentant les handicaps moteurs et sensoriels sont, comme l'UNAPEI et l'Association des paralysés de France (A.P.F.), ne le contestent pas. La situation est, en effet, très bonne pour les handicaps moteurs légers et moyens. L'A.P.F. estime que les besoins pour les enfants handicapés physiques, intelligents et normaux, et les handicapés moteurs légers et moyens, sont convertis en moins quantitatifs. On est toutefois loin du compte pour les handicaps mentaux, même si l'on fait beaucoup plus qu'auparavant en leur faveur. « Sur les 250 000 enfants âgés, plus de la moitié ne trouvent pas de place », estime M. Lelièvre, directeur de l'UNAPEI.

L'appréhension du ministère de l'éducation est évidemment plus nuancée. Il estime que les besoins pour l'enseignement primaire sont presque entièrement couverts. A la rentrée de 1974, pour un objectif de 354 000 handicapés à scolariser au niveau élémentaire, 194 000 places étaient disponibles, ce qui est presque suffisant, selon le ministère de l'éducation, dans la mesure où un certain nombre de handicapés sont scolarisés dans les classes normales.

Il existe cependant des déséquilibres régionaux. Ici, par exemple, la situation est bonne pour les handicaps moteurs légers et moyens, comme à Paris, d'autres départements sont en revanche sous-équipés. Cette inadéquation géographique de l'offre et de la demande est fréquemment les handicaps à des déplacements importants. Au niveau post-secondaire, il est difficile de parler de premier et de deuxième cycle pour les handicaps moteurs, les possibilités d'accueil sont nettement insuffisantes : 58 000 places pour 200 000 enfants et adolescents. C'est sur ce secteur que le ministère de l'éducation a le plus investi son effort : 12 000 des 16 000 nouvelles places ont été prévues à la rentrée, ce qui porte sur nombre à 960, soit environ la moitié de l'objectif fixé.

Pour les handicaps profonds, les déficits sont encore plus graves. Au 1^{er} décembre 1973, selon l'UNAPEI, les instituts médico-pédagogiques et médico-professionnels offraient 72 000 places pour environ 300 000 enfants pro-

fondes. L'A.P.F. estime que rien n'est fait pour les «sur-handicapés» physiques, atteints de plusieurs infirmités. Le ministère de la santé publique assure de son côté que les besoins sont presque totalement satisfaits pour les déficients moteurs et sensoriels, à moitié pour les déficients profonds des autres.

Encore la plupart des instituts pour handicapés profonds sont-ils privés sans but lucratif. Ces associations reçoivent la majeure partie du financement public qui doit leur permettre de financer environ 40 % de la construction des établissements, la Sécurité sociale apportant également 40 %, les associations se chargeant du reste. Autour d'un État donne toujours 40 %, mais la Sécurité sociale ne fournit plus que 30 %, en partie et non plus en subvention.

En outre, le ministère de l'éducation a entrepris à la rentrée de 1974 une action visant à intégrer des handicapés dans les écoles normales, en créant un premier et second cycle normal de l'enseignement secondaire. L'association de parents d'enfants handicapés, l'Académie de Nantes, 40 collèges d'enseignement technique ont accueilli à la rentrée d'un à quatre handicapés moteurs ou sensoriels.

Les associations de handicapés se déclarent toutes favorables au principe de l'intégration. Elles ont cependant l'impression que l'adaptation, en créant un peu trop et que l'intégration peut servir d'outil à un relâchement de l'effort de construction des établissements spécialisés pour handicapés. Le débat sur l'intégration reste toutefois dans une large mesure un faux débat. On ne pourra jamais intégrer tous les handicapés dans les écoles normales, car la pédagogie de l'enseignement spécialisé à tous les degrés et à toutes les formes de handicap.

Même si l'on admet que les chiffres doivent être tempérés sur les effets de la politique d'intégration, on ne peut pas dire que l'effort de construction des établissements spécialisés pour handicapés soit en recul. C'est bien le signe d'un véritable effort de la part de l'État, ce qui doit être pris en compte.

HERVE ALGALARDON.

LES DIRECTEURS DE C.E.G. N'AURONT PLUS DE COURS A FAIRE

Aucun directeur de collège d'enseignement général (C.E.G.) n'aura plus de cours à faire, du moins de cours de mathématiques. Le ministre de l'éducation nationale (M. H. H. H.) a annoncé que les directeurs de C.E.G. n'auront plus de cours à faire, du moins de cours de mathématiques. Le ministre de l'éducation nationale (M. H. H. H.) a annoncé que les directeurs de C.E.G. n'auront plus de cours à faire, du moins de cours de mathématiques.

QUI NE PAIE PAS SES DETTES S'ENRICHIT...

(De notre correspondant.) Le Havre. — A. Normand, Normand et de la Normandie, les deux principaux experts en pratiques usagères, ont déclaré que les entreprises qui ne paient pas leurs dettes s'enrichissent. Ils ont déclaré que les entreprises qui ne paient pas leurs dettes s'enrichissent.

Le Havre. — A. Normand, Normand et de la Normandie, les deux principaux experts en pratiques usagères, ont déclaré que les entreprises qui ne paient pas leurs dettes s'enrichissent. Ils ont déclaré que les entreprises qui ne paient pas leurs dettes s'enrichissent.

LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE

L'harmonisation des enseignements techniques pourrait faciliter la mobilité professionnelle

M. Hans Pöhlmann, ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, s'est entretenu, les 7 et 8 octobre, à Paris, avec M. René Haby, ministre de l'Éducation, et Jean-Pierre Solon, secrétaire d'État aux universités, de la coopération franco-allemande. Ils ont convenu de développer l'harmonisation des enseignements techniques, en utilisant les formules de coopération existantes, en assurant une continuité dans les classes primaires puis secondaires. L'expérience des sections bilingues dans l'enseignement technique a été jugée très positive : il existe cent vingt de ces classes dans vingt-deux établissements en Allemagne et deux cents dans onze en France. Une deuxième bilingue franco-allemande sera créée à Strasbourg. Les deux ministres ont convenu de poursuivre les efforts de coopération technique, en assurant une continuité dans les classes primaires puis secondaires. L'expérience des sections bilingues dans l'enseignement technique a été jugée très positive : il existe cent vingt de ces classes dans vingt-deux établissements en Allemagne et deux cents dans onze en France.

Dans le domaine universitaire, M. Solon a proposé que des programmes communs soient mis au point entre les deux pays, et que les étudiants aient la possibilité de faire des stages d'un an, en lieu de trois mois actuellement dans le cadre de l'Erasmus.

M. Solon a proposé que des programmes communs soient mis au point entre les deux pays, et que les étudiants aient la possibilité de faire des stages d'un an, en lieu de trois mois actuellement dans le cadre de l'Erasmus.

M. Solon a proposé que des programmes communs soient mis au point entre les deux pays, et que les étudiants aient la possibilité de faire des stages d'un an, en lieu de trois mois actuellement dans le cadre de l'Erasmus.

M. Solon a proposé que des programmes communs soient mis au point entre les deux pays, et que les étudiants aient la possibilité de faire des stages d'un an, en lieu de trois mois actuellement dans le cadre de l'Erasmus.

L'ARME DE DISSUASION RESTE PRIORITAIRE

(Suite de la première page.) Si les cadres d'active bénéficient d'indemnités ou de primes diverses, nouvelles ou simplement révisées, l'appel, dans le cas contraire, se situe à un niveau inférieur. Le chiffre de 2,40 P, soit 40 centimes de plus par jour, n'est pas aussi attractif qu'il le paraît, car les aspirants des services ou des capotiers-chefs contingent, ainsi que le nombre des officiers de marine et des officiers dans le corps des personnels finaux. On note encore un renforcement du chiffre de la gendarmerie (environ six cent cinquante postes) et une légère diminution du chiffre des sous-officiers de carrière dans l'armée de terre et l'aviation.

Le gouvernement a, d'autre part, imposé aux trois armées de leurs services une économie de 10 % sur les carburants et combustibles utilisés à des fins opérationnelles et de 20 % sur les carburants non opérationnels et le chauffage. Les crédits supplémentaires « ad hoc » pour le compte de l'État, pour l'exercice 1975, s'élèvent à 11,8 % des dépenses, soit 2 354 milliards de francs. L'État a, en outre, prévu de payer des crédits de paiement de cette année-là, les autorisations de programme attribuées à la direction des centres d'opérations militaires, pour les études de 28 %, et les autorisations de programme pour l'armement, pour les études de 28 %, les autorisations de programme pour la force océanique stratégique, pour les études de 28 %, et la force de 28 %.

Le sort du Super-Mirage. « N'en déplaise aux détracteurs les plus acharnés de l'armement aéronautique, le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

Le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

Le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

Le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

Le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

Le Super-Mirage est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France. Elle est la première machine de guerre de cette génération à être conçue, développée, produite et mise en œuvre en France.

LE CENTRE UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES

annonce sa rentrée qui aura lieu le 14 octobre 1974 à 20 h. 30

- LA LEÇON INAUGURALE sera donnée par M. le Professeur A. NEHER, à l'occasion de la parution de son livre « DAVID GANS ».
- Le Centre rappelle ses cours, ses séminaires, ses journées d'études et de réflexion sur :

- la pensée juive ;
- la littérature hébraïque et l'histoire des idées ;
- l'histoire et la sociologie juives.

Le programme général de l'année peut être demandé au CUEJ, 30, boulevard de Port-Royal - Paris (5^e) - Téléphone : 336-21-94

OU APPRENDRE L'HÉBREU ?

— L'HÉBREU qui vous aidera à comprendre les Israéliens.

— L'HÉBREU qui vous permettra d'avoir accès aux sources du peuple juif.

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES JUIVES, 30, boulevard de Port-Royal - Paris (5^e)

M. Chinnad : j'ai des doutes sur certains aspects du commandement

Parlant mercredi 9 octobre au Corps des officiers de réserve, M. Roger Chinnad, secrétaire général des Républicains indépendants, a affirmé que les mouvements qui touchent les jeunes appelés ont été provoqués par une organisation tout à fait au point et qui se réaliseraient dans un certain nombre de formations politiques. Or, si la faiblesse de la gauche, et les responsabilités de ce pays la font passer de créer un service militaire, plus intéressant, plus formateur, cela peut-être dépendre du commandement. Et, pour ma part, a dit M. Chinnad, je n'hésite pas à dire que j'ai des doutes sur certains aspects du commandement, à partir du moment où on peut donner à la jeunesse l'exemple de l'ordre et de la tenue.

Le chef d'état-major des armées : gardons la tête froide. « De grâce, pardonnez-moi le titre de chef d'état-major des armées, car je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées.

Le chef d'état-major des armées : gardons la tête froide. « De grâce, pardonnez-moi le titre de chef d'état-major des armées, car je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées.

Le chef d'état-major des armées : gardons la tête froide. « De grâce, pardonnez-moi le titre de chef d'état-major des armées, car je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées. Je ne suis pas le chef d'état-major des armées, mais le chef d'état-major des armées.

سكنا من الامم

SOCIÉTÉ

M. Poniatowski fait fermer le Théâtre des Saints-Innocents pour pornographie sans alibi artistique

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, fait savoir par un communiqué qu'il vient d'ordonner la fermeture d'un théâtre parisien de Théâtre des Saints-Innocents sans préjudice des poursuites judiciaires qui sont engagées.

« Depuis quelques semaines, précise le communiqué, se déroule un spectacle pornographique, allant au-delà de ce que produisaient jusqu'ici quelques autres scènes spécialisées... délibérément dépourvu de tout alibi artistique. Le respect de la personne humaine, fondement de notre démocratie, ne permet pas d'entendre les limites de la tolérance à l'égard de la pornographie et à la présentation des rapports sexuels sur scène.

Le Théâtre des Saints-Innocents, d'abord situé face au square du même nom, puis rue du Fermeur, existe depuis plusieurs années. Il a présenté des spectacles « érotiques » dans la tradition française, d'est-à-dire avec un argument littéraire qui permettait à des comédiens et comédiennes de mimer, dans des scénarios artistiques et sur des musiques dramatiques, les délices de l'amour physique. Les titres et le public étaient présentés sans personnalité innuocée. Vagues promesses.

Depuis l'été, à 20 h. 15, sous le titre le *Rendez-vous*, le Théâtre des Saints-Innocents annonce un « show » et ne mentait pas. Chaque soir, de 20 h. 15 à 21 h. 30, sur des airs d'opérette chantés par Yvonne Printemps, sur des airs de musette et sur des chœurs d'enfants on se fait question de la poésie, l'été.

Un couple marié depuis quinze ans offrait avec la modestie habituelle, avec une joie visible, ses habitudes conjuguées devant des spectateurs qui accablent de coups de sifflet et de cris. Elle était vendue, lui l'inspecteur... mais le sifflet, les hurlements, et soupirs, disant, partageant leur bonheur en le montrant. Pour eux, « le spectacle n'est rien sans le sentiment », et c'est le sentiment qui leur a donné la force d'écarter certains tabous. La preuve ? Ils affirment qu'avec d'autres partenaires, ils n'auraient pas la même élan.

La sexualité, présentée pour ce qu'elle est, est interdite à l'exhibitionnisme d'un couple est condamné. Il reste aux voyeurs les théâtres « érotiques » à alibi « artistique ».

COLETTE GODARD.

UNESCO

Le conseil exécutif fixe à près de 170 millions de dollars les dépenses de l'organisation pour 1975 et 1976

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris depuis le 10 septembre, a décidé le mardi 10 octobre de proposer à la conférence générale de l'Organisation la somme de 169 900 000 dollars comme « plafond » de dépenses pour les années 1975 et 1976. Ce chiffre est supérieur de 26,8 % aux crédits adoptés pour 1974 et de 3 % des activités de l'UNESCO. Celle-ci se trouve dans une situation délicate : l'infatigable et les fluctuations du dollar (qui sert de monnaie de compte à l'Organisation) obligent à inscrire les dépenses, au moment même où les finances des pays contributeurs sont en difficulté.

Elles et les dépenses traditionnelles entre les représentants des Etats et gros payeurs (les grands pays industrialisés) et les « consommateurs » (les pays en voie de développement, qui sont en majorité) ont-elles été vives. M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, avait à la suite de deux réajustements successifs, fixé à 170 000 000 dollars le montant des crédits nécessaires à la réalisation du programme de l'Organisation, cette progression de 26,8 % des crédits ne permettant qu'un accroissement de 5,9 % des activités. Le conseil exécutif a finalement décidé avec l'accord du directeur général, de recommander un montant inférieur de 3 000 000 dollars, sur la proposition d'un groupe de travail qui s'était efforcé de dégager un consensus.

Le conseil exécutif a, d'autre part, proposé de tenir à Nairobi (Kenya) la réunion de la conférence générale qui doit avoir lieu en 1976. Il a aussi rendu un hommage solennel à M. René Maheu, qui a quitté la direction de l'UNESCO après deux ans de zèle. — G. H.

FAITS DIVERS

UN IMPORTANT TRAFICANT DE DROGUE ARRÊTÉ À MARSEILLE

Les policiers de la brigade des stupéfiants ont arrêté, mercredi 9 octobre, dans le centre de Marseille, Joseph Marro, cinquante-cinq ans, l'un des plus importants réseaux de trafic de drogue démantelés en 1973. En fin de l'arrestation, le 23 janvier 1973, à Marseille, de ses deux principaux complices, Jean-Baptiste Croce, cinquante-quatre ans, et Joseph Marro, cinquante-cinq ans, il a été condamné par défaut, le 19 juillet dernier, devant le tribunal correctionnel de Marseille, à dix-huit ans d'emprisonnement (de moitié le 13 juillet). Après avoir échappé aux policiers en janvier 1973, Joseph Marro se trouvait en Suisse et en Italie. Il semble toutefois qu'il ait plusieurs reprises il ait réussi à revenir à Marseille. C'est à l'occasion de l'un de ces voyages qu'il a été appréhendé. On estime que le réseau a « exporté » en 1973 plus d'une tonne d'héroïne aux Etats-Unis.

Dans le golfe de Suez

DIX-HUIT TECHNICIENS SE NOIENT LORS DU NAUFRAGE D'UNE PLATE-FORME

Le Caire (A.P.P. Reuters). — Dix-huit personnes ont péri noyées lors du naufrage d'une plate-forme de forage pétrolier, le 8 octobre, dans le golfe de Suez. Selon les premières nouvelles, les dix-huit personnes étaient américaines et six Égyptiennes sont au nombre des victimes.

Après le séisme du 3 octobre qui a frappé la région de Lima-Callao (Pérou), provoquant la mort de soixante-trois personnes, en blessant mille sept cent cinquante-deux, endommageant cinq mille bâtiments et détruisant quatre cent vingt-trois maisons, les autorités péruviennes ont fait savoir que si les vires et les médicaments ne manquent pas, elles ne disposent pas, en revanche, d'un nombre suffisant de tentes et de couvertures pour venir en aide aux sans-abri.

SCIENCES

LES SYNDICATS EUROPÉENS S'INOUIÈTENT DU SORT DE LA FUSÉE ARIANE

À la veille de la décision que le gouvernement français devrait prendre le jeudi 10 octobre (le Monde des 9) de se retirer de la fusée Ariane, des organisations syndicales belges, françaises et allemandes se sont réunies pour demander au gouvernement français de débloquer les crédits prévus pour ce programme.

Cette réunion regroupait des représentants des sociétés allemandes (Bayer, Daimler-Benz, Messerschmitt-Bölow-Blohm, Dornier, IG-Mittel et Dg), et des représentants du syndicat belge des employeurs techniques et cadres de l'aéronautique (SACTIA), des syndicats F.O. et C.G.O. pour la France.

Pour ces organisations, le lanceur est indispensable à l'Europe pour son indépendance politique et économique, en matière de télé-

communications, de télévision, de navigation, de protection des ressources terrestres et de météorologie.

Ils demandent que le gouvernement français, conformément aux décisions prises à l'unanimité en 1973, procède au blocage des crédits nécessaires à ce programme.

De son côté, la Fédération de la métallurgie C.G.T. et l'Union des cadres et employés réclament dans un communiqué, « contre toute mesure pouvant porter atteinte au programme de développement du lanceur Ariane » et « souligner l'importance capitale de ce programme spécial pour l'emploi de plus de deux mille travailleurs essentiellement des ingénieurs, des cadres et des techniciens ».

RELIGION

CORRESPONDANCE

Les chrétiens et le droit

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jacques Madala :

La décade d'Henri Faguet sur les travaux du synode (le Monde du 4 octobre) appelle quelques réflexions. Maxime V, patriarche melkite d'Antioche, fait l'éloge de Mgr Capoen, qui se serait fait le champion du droit des Arabes, sur ce « le droit n'est pas toujours ce que se croit la force ». Triste vérité que nul ne songe à contester. Un peu plus loin, nous voyons Mgr Donald Lamont, évêque d'Urmil, en Rhodésie, élever au nom des droits de l'homme contre la discrimination raciale dans son pays.

Je voudrais dire que ce droit-là, ce n'est pas le droit de même nature. On peut, en effet, discuter à l'infini sur le point de savoir si ce sont les Arabes ou les Juifs qui

sont davantage chez eux à Jérusalem. J'ai mon opinion là-dessus, mais je n'ai pas l'intention de l'imposer à qui que ce soit. Ce que je crains seulement, c'est que, sous prétexte de rendre justice aux Arabes, qui sont en fait des citoyens de la Palestine, on ne soit induit à méconnaître les droits des Juifs. La n'a-t-on peut-être pas toujours la force, et alors que deviendront leurs droits ? Je n'ai cessé de répéter depuis des années que ce qui rend tragique et presque insupportable le conflit du Proche-Orient, c'est qu'il existe des deux côtés des droits légitimes, mais incompatibles. Si les chrétiens veulent s'y faire les champions du droit, qu'ils soient donc du droit des uns sans bien que de celui des autres. Je n'ai pas le sentiment que tout le monde au Vahsan pratique cette difficile fétille, et c'est pourquoi les propos de Maxime V au synode m'ont inquiété sans me surprendre.

En revanche, on ne peut s'applaudir à ceux de Mgr Donald Lamont, car il s'agit là non pas du droit des uns ou des autres sur une ville ou sur un territoire, mais des droits de l'homme en général. Ici, l'Église a le devoir de prendre parti et de le faire avec la plus extrême énergie. Voilà pourquoi il ne faut pas entrer sur le même plan l'intervention de Maxime V et celle de Mgr Lamont. Le premier est, en tant qu'Arabe, partie dans la querelle. Le second, quelle que soit sa couleur, parle au nom d'une loi qui s'impose à tous et que la vocation de l'Église est de faire respecter.

Ce sont là, me semble-t-il, des notions très simples, évidentes même et qu'il ne faudrait pas le point de rappeler si elle n'était point si souvent méconnues ; et l'on ne peut pas perpétuellement des droits légitimes toujours opposables avec des droits naturels qui s'imposent par eux-mêmes.

LES HAUTS LILAS

82 rue de l'Égalité, 93260 Les Lilas

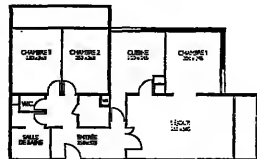
DES APPARTEMENTS EXCEPTIONNELS PAR LE RAPPORT QUALITÉ-PRIX

À la Résidence des Hauts-Lilas, vous trouverez deux fois le calme. D'abord l'immeuble, bien que très proche de Paris, est à l'écart des grands axes de circulation.

Les appartements ensuite ont été particulièrement étudiés sur le plan de l'isolation acoustique et thermique : joints, contre-cloison et revêtements spéciaux. Le confort intérieur est soigné : au sol, moquette et tomettes. Dans la cuisine et dans la salle de bain, des carreaux de faïence autour de l'évier, de la baignoire et du lavabo.

Chaque appartement comporte un ou deux balcons, une cave et un parking.

Les appartements, habitables en été 75, sont vendus en l'état futur d'achèvement à prix ferme. Prix moyen du 4 pièces : 228 000 F.



VISITE DE L'APPELLEMENT-TEMOIN, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 82 rue de l'Égalité, 93260 Les Lilas, métro : Mairie des Lilas, les samedis et dimanches de 11 h à 19 h et les autres jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h.

À la Boutique Ocl, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



5759 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure
« Les Hauts-Lilas »
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Je désire être avisé par courrier de la date de la vente
à 5759 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08

Espace Meubles

Le Printemps ouvre son nouvel "Espace Meubles"

Au Printemps Haussmann, 2.000 m² de meubles dans leur décor.

Roset, Steiner, Fero, Airborne, Schneider, Guernonprez. Tous les grands du meuble contemporain sont là. Dans les 2.000 m² climatisés que le Printemps a créés en 100 petits espaces aménagés et décorés comme de vrais intérieurs. Pour vous donner des tas d'idées.

2.000 m² de styles de vie.

Le Printemps vous offre maintenant un choix unique de meubles. Du rustique au contemporain, en passant par le Louis XVI. Avec un coin réservé aux petits meubles. Et aussi un coin brocante, où vous trouverez des meubles anciens, de toutes les régions de France et de toutes les époques.

Des décorateurs pour vous aider à choisir et à composer votre intérieur.

Nos décorateurs et nos vendeurs-spécialistes vous attendent. Avec leurs conseils, leurs suggestions.

Ils vous diront comment mettre en valeur un meuble ancien dans un décor moderne. Et sur votre demande, ils vous fourniront études et devis.

Notre cadeau d'ouverture : 20% de réduction sur tout le rayon.

Du 9 au 19 Octobre, le Printemps vous offre une réduction de 20% sur tous les articles de son nouvel "Espace Meubles". L'autre cadeau du Printemps : une réduction de 20% dans les rayons meubles de tous les Printemps de la périphérie.

Spécial Créteil.

Le Printemps Créteil a ouvert lui aussi un nouvel "Espace Meubles" : 1.400 m² d'ambiances-décor, un rayon entièrement climatisé et 20% de réduction sur tous les articles.*

*Sauf sur les articles marqués d'un point rouge.



20%
SUR TOUS LES ARTICLES DE CE RAYON.
Printemps Haussmann
5^e étage Magasin Hovre

Printemps  La Maison du Printemps

Haussmann
Nation
Parly 2
Vélizy 2
Et aussi au nouveau
Printemps de
Créteil

Wang & Partners

صكنا من الامم

LA W
DONT

504 PEUGEOT

CETTE rédemption par la littérature, l'auteur prouve par son style même qu'il en partage l'espoir sans illusions. Ce n'est d'ailleurs pas son seul point commun avec Pallas. D'un livre à l'autre, il prête à chacun de ses personnages tout un réseau d'obsessions et de références dont il est le lieu géométrique à peine masqué : goût des glaces sans tache qui se brisent et autres subtilités telles

side, cocasse,
qui ne ressemble
à rien ! " Les
littéraires
un écrivain
be, le
contr-

Des cathares à Hitler

★ LA COUR DE LUCIFER, d'Otto
Rahn. Trbun. 272 pages, 38 F.

Intéressé l'intelligente nazie, Goebbels, pou-t-êtr Himmier: pour l'auteur s'est enrôlé, bon gré mal gré, dans les SS, choyé, payé pour écrire d'autres livres, puis, ceux-ci venant pas, mis en demeure de s'excuser (le mot, lui, n'est pas sans prendre un sens sinistre). Toujours est-il que, dans la mesure où l'auteur est un philosophe politique de l'Idée édictée violemment: le néo-paganisme de l'auteur, la mythologie néo-ardue, deviennent les instruments de la propagande nazie, le racisme et l'antisémitisme apparaissent brusquement, avec la tentative d'assimiler le catholicisme à un néo-paganisme hitlérien. Or ces éléments sont les deux corollaires de l'indifférence, par des illuminés politiques et mystiques qui retrouvent la vérité cathare. Dans la philosophie et la

La dernière victime

C'est là qu'intervient, élevant le livre, le témoignage de Paul Lademans. Descendant de cathares émigrés en Suisse, ami de Rahm, il entend le réhabiliter, il évoque de façon dramatique l'atmosphère de terreur que lui-même a vécu à Berlin et mentalement commente Rahm l'épule. Or il avait écrit, eu entre les mains le manuscrit, qu'il ne reconnaît qu'en partie dans le texte imprimé dont il dispose René Naill. Selon lui, tout ce que Rahm ne peut avoir écrit, ou bien l'aurait dit après la contrainte, presque la dictée, ou bien fin épuisé, de son

Les instruments

Ainsi, Otto Rahn aurait été le dernière victime cathare. Cependant que le dernière torture, le dernière Ignominio spirituelle infligée aux cathares l'a été par Hitler, dans son entreprise pour se les annexer et l'effacer, justifier ainsi, d'autres annexions moins intemporelles.

YVES FLORENNE.

(1) Stock.
(2) Voir les Cathares (Grasset), dans lequel sont parus compte dans Le Monde des Livres 8 du 5 mars 1973.

JEAN-PIERRE L'ESTIVANT

Première revue française de
SCIENCE-FICTION
 au sommaire du n° 29 :
 inédit de
J.-G. BALLARD
 extrait de son roman
 « l'île de béton »
 à paraître chez Calmann-Lévy
 Les paradoxes des univers de
Gianni VIGNI

FRANCIS LOUIS CLOSON

Jacques WIKS

Entretien avec
Michel JEURY

Nouvelles inédites de
G.-O. CHATEAU-REYNAUD
Pierre FERRAN
Michel JEURY

**2^e Convention
européenne
de science-fiction**
etc.

et les rubriques habituelles
**PANORAMA DU CINÉMA
LA VIE LITTÉRAIRE**

Le numéro 10 F (Rte. 11 F)
4 numéros 30 F (Rte. 34 F)
8 numéros 52 F (Rte. 60 F)

Sommaires complets des numéros disponibles, sur demande

Horizons de Fantastiques (L&L)
111, rue Voltaire, Paris 11

DISCLOSURE

-1944

Les paradoxes des univers de
Gérard KLEIN

de science-fiction etc.

صلى الله عليه وسلم

Courrier de l'Histoire

Le témoignage de Francis-Louis Closos

(Suite de la première page.)

Étrange polémique, qui dresse l'un contre l'autre, en frères ennemis, deux hommes dont le rôle fut également grand d'un même combat et dont le témoignage pèse d'un poids comparable. Il en demeure une sorte de malin, et comme l'impression que ce qui se dit sur ce sujet porte un peu « à côté de la plaque ».

Plus substantiel est le débat sur l'organisation et le commandement de la Résistance elle-même, qui ne fait d'ailleurs que prolonger, pour l'histoire, les controverses nées sur le terrain en 1942.

À l'époque, pendant pour la première fois contact avec les réalités clandestines, F.-L. Closos (1) vivait concrètement les conditions qui opposaient les mouvements au gaulisme officiel. De ses rencontres d'alors avec Claude Bourdet, secrétaire de Freney, puis avec celui-ci, il retient « la vivacité du ton, un fond d'opposition », qui l'ouvraient à un monde qu'il ne soupçonnait pas. C'est que de Gaulle « n'était pas venu comme le ciment unificateur entre tous les Français, le seul espoir pour la libération... La confiance et l'unité d'ailleurs n'étaient pas acquises au départ ».

On aurait tort de ne voir ici que le reflet d'une simple rivalité entre les réseaux organisés depuis Lendin, voués essentiellement au renseignement, et les mouvements surgis de la résistance nationale à l'intérieur, en dehors des préoccupations de de Gaulle et de ses services. Il s'agit d'une véritable divergence politique.

Francis-Louis Closos rappelle fort opportunément la lettre écrite par Freney à Moulin le 8 avril 1943 (2), qui disait nettement : « Vous semblez méconnaître ce que nous sommes vraiment, c'est-à-dire une force militaire... » une expression politique révolutionnaire. Si sur le premier point... nous nous considérons comme ordres du général de Gaulle, sur le second nous nous considérons un peu, et vous le voulez, comme un parti qui soutient un gouvernement, mais qui n'est pas pour autant, aux ordres de ce dernier ».

Le charisme du chef

Pour Moulin, et pour Closos, l'histoire est tout autre. Leur position est explicite dans un long document, celui-là même que Moulin avait chargé Closos de remettre à Freney à de Gaulle en mai 1943 et que l'ouvrage du « Temps des positions » publie intégralement en même temps que les documents complémentaires. Place capitale, qui situe avec toute la clarté désirable les positions en présence. Au dernier de ces documents, sous un chef de parti en face d'un chef de gouvernement : « Tel n'est pas mon rôle. Qu'il en soit un jour ou l'autre, lorsque vous (de Gaulle) serez retourné à la tête des destinées de la France, c'est possible. Mais à l'heure actuelle j'estime que vous devez vous consacrer bien plus comme un chef de parti que comme un chef de gouvernement. De quoi s'agit-il, en dehors de la libération du territoire ? Il s'agit pour vous de prendre le pouvoir contre les Allemands, contre Vichy, contre Giroud, et peut-être contre les Alliés. Dans ces conditions, ceux qu'on appelle très justement les gaulistes ne doivent avoir, et n'ont en fait, qu'un chef politique, c'est vous ».

Dans cette perspective, l'opposition est couverte de fil blanc, qui consiste à rejeter du seul côté de Freney et de l'ensemble des dirigeants des mouvements les orientations personnelles et de reprocher à ces derniers de vouloir « s'approprier » des orientations auxquelles ils sont liés par la dialectique même de la lutte, et dont on ne voit pas qu'il a produit l'autre, ou elle ! La prétention des mouvements qui « fournissent les hommes » à « assurer la direction » doit évidemment être déconstruite. Le charisme des chefs sacrés dans la bataille doit être remplacé par un autre charisme, celui du chef.

Les jeux clairs-obscur de la politique

Jamais les objectifs du parti gauliste dans la Résistance n'ont été plus clairement exprimés que dans l'ouvrage de Francis-Louis Closos. Une autre citation, extraite cette fois du commentaire de ce dernier ou rapport de Jean Moulin, nous en convaincra. Elle concerne la conception du rôle de l'armée

secrète. Celui-ci devait être « essentiellement, le jour de la prise du pouvoir, d'occuper un certain nombre d'objectifs qui peuvent être déterminés dès maintenant : occupation des arsenaux, des préfectures, des bureaux de postes, des gares et centres de communication, etc. Cette action au moment de la libération sera étroitement liée à l'action politique proprement dite. Il est donc indispensable que les hommes appelés à commander les soldats de l'armée secrète soient aussi les ennemis déterminés de l'Allemagne, mais encore des représentants de la France du C.N.R., qui devait être, peu de temps après l'avoir rédigé, écrit et

assassiné. Serions-nous, par coïncidence, ramenés à l'insidieuse question de Freney ? Le point c'est en tout cas l'opposition à ce double « le Temps des positions » — ne paraissant pas faire problème, soit que les gaulistes du début aient été convaincus que les déclarations du parti communiste claudinaient à cet égard correspondait à une détermination réelle, soit que des assurances aient été, d'une manière ou d'une autre, données.

Dans le petit groupe de la Délégation générale gaulliste en France, et toujours avec le même souci d'assurer le passage à un pouvoir nouveau, F.-L. Closos fut chargé de partir de septembre 1943 de mettre sur pied des comités de libération qui grouperaient à l'échelon de la région les organisations représentées au C.N.R., c'est-à-dire, outre les mouvements de résistance proprement dits, les syndicats et les partis qui n'avaient pas sombré dans la collaboration. En quelques pages d'une grande pertinence, il décrit « l'annonce française », la véritable décomposition dans laquelle les comités allaient prendre naissance et se développer. Puis il dit ce que fut sa tâche, complexe et subtile, dans l'indifférence du gouvernement provisoire d'Alger.

Ce faisant, il apporte une contribution de première main à l'étude d'un phénomène jusqu'ici assez négligé, mais qui était de nouveau révéler les mêmes heurts entre le profond courant qui renouait le pays et les institutions qui tendaient à le caloyer, les mêmes jeux clairs-obscur de la politique.

PAUL GILLET.

Trois documents sur la déportation

TROIS livres viennent de sortir simultanément : *Enfants de Terres* de Michel Jacot (1), *Mauthausen ou la comptabilité de l'horreur* de David Bonnet (2), *La Casquette d'Hitler ou le temps de l'oubli* d'Annie Laurin (3). Charlotte Delbo qui a écrit elle-même plusieurs ouvrages sur les camps — notamment une pièce, « Qui rapportera ces paroles ? » — commente ces trois documents.

« C'est révoltant : Terres dit d'un camp sous le contrôle de la Croix-Rouge, à soixante kilomètres de Prague... La seule vérité dans cette phrase du prêtre d'insérer, c'est que Terres dit, un camp à soixante kilomètres de Prague. Même si la Croix-Rouge a pu y pénétrer, Terres n'était pas sous les combles. Ce livre est un large produit de l'imagination. Sur une réalité connue, dans un lieu réel, le camp de Terres, la ville fortifiée de Martine Thérèse où les nazis rassemblaient les familles juives en attendant de les achever vers les camps de la mort, c'est d'ailleurs, l'auteur crée des personnages et invente une action possible qui s'achève en western. Il y a sur Terres des documents réels et remarquables : ce livre n'y ajoute rien ».

L'éditeur Pierre Belfond présente ainsi *Enfants de Terres* au présent : une collection, qui « se propose d'inventorier et d'expliquer toutes les dimensions de notre temps, du rationnel concentrationnaire aux sociétés multinationales », et « de prendre date ». Prendre date en publiant, en 1974, un ouvrage sur Mauthausen, le camp sur lequel on possède justement les plus nombreux documents. L'auteur fournit-il des documents inédits, des statistiques jamais encore rendus publics, comme l'annonce la quatrième page de couverture ? Ce n'est pas le cas. Cet ouvrage est une œuvre d'histoire solide et l'un y relève de lacunes et des fautes assez nombreuses. L'auteur cite, par exemple, le *Catalogue des camps et des prisons en Allemagne et dans les territoires occupés par l'Allemagne, septembre 1939-5 mai 1945* (première édition : Service international de recherches, Allemagne, 1949), alors que cette édition fourmille d'erreurs. Il affirme, d'autre part, que ce Service international de recherches, situé à Arnheim, en Allemagne, « possède dans ses dossiers tous les documents originaux de Mauthausen », alors que le registre original de Mauthausen, manuscrit, est à Paris, au ministère des anciens combattants.

Un parler semblable

La bibliographie est sommaire et l'on s'étonne de ne pas y voir figurer des livres qui font autorité, comme Mauthausen, l'article du doyen de Bouard (in *Annuaire social de la France d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, consacré aux camps de concentration, 1955) ; l'*État SS* de Kogon ; l'*Univers concentrationnaire* de David Bonnet et le *Système concentrationnaire nazi*, d'Olgas Wormser-Jégo, pour ne rappeler que les plus importants. On reprochera encore à l'auteur d'avoir fait l'histoire de Mauthausen comme si ce camp était le seul, sans distinguer ce qui était général, existait dans tous les camps en vertu du système et de son régime central d'arrivée, l'immaturation, les couleurs des triangles, la hiérarchie des camps, etc.), et qui était particulière à Mauthausen. Disons que ce livre mérite le respect parce qu'il a été écrit par une femme dont le mari a été déporté à Mauthausen.

Autre document : la *Casquette*

d'Hitler. On enregistre des témoignages au magnétophone, mais le magnétophone est un curieux instrument qui restitue tout dans un parler semblable, de sorte que la lazzaria, le professeur d'anglais, le militant communiste, s'expriment de la même manière, expliquant dans le même style, par exemple, le temps de l'oubli, comment ils vivent et ressentent, trente ans après, le temps de leur déportation. Et l'on voit que le langage quotidien, vrai peut-être quand il est parlé, n'était pas la vérité quand il est mis tel quel en écrit. Les documents sont l'œuvre des historiens et des poètes.

CHARLOTTE DELBO.

(1) Traduit de l'anglais par M. Kogon, Paris, 200 pages, 20 F.
(2) Traduit de l'anglais par Paul Alexandre, Paris, 204 pages, 20 F.
(3) Rédigé, français remis, 200 pages, 20 F.

(Publié)
L'ART DE COMMUNIQUER S'ENSEIGNE-T-IL ?
Vous le savez ou lisez la brochure n° 112 « Le plaisir d'enseigner » envoyée gratuitement par l'É.P.F.R.
Établissement privé spécialisé en conseil pédagogique de l'É.P.F.R. : 10, rue de la Vierge, 75001 PARIS

CATHERINE PAYSAN



L'EMPIRE DU TAUREAU
roman

"Un beau plaidoyer pour la qualité de la vie."
L'AURORA

"Il faut plonger dans ce chant dionysiaque comme on hume l'odeur envoiement du bon foie frais, à la fois âcre et sucré."
G.G.A. - LE MONDE

denoël

Le nouveau roman de MONGO BETI

designé par la critique comme l'un des meilleurs écrivains noirs de sa génération

PERPETUE
roman

du même auteur
MISSION TERMINÉE
(Prix Sis-Bèvre)
LE ROI MIRACULE
dans les bonnes librairies ou
BUCHET / CHASTEL
18 rue de Condé - Paris 6^e

Le Petit Robert 2 vient de paraître.

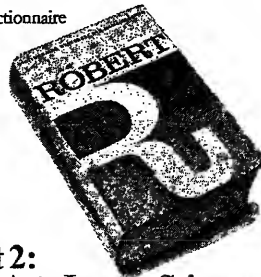
Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire. Un dictionnaire où 34000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empiricriticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'État et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulanovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulanov, alias Lénine, portait une moustache ; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



Le Petit Robert 2 : Histoire. Géographie. Arts. Lettres. Sciences.

SCIENCES

GEORG LUKACS

Du romantisme au marxisme

* L'ÂME ET LES FORMES, traduit de l'allemand par Guy Bouchard, 255 pages, 40 F.
* SCILITE DE 200000, traduite de l'allemand par Claude Prévoist, 220 pages, 20 F.

Deux livres fondamentaux de Georg Lukacs, « L'Âme et les Formes » et les « Écrits de Moscou », récemment traduits en français, soulignent l'étrangeté de l'histoire politique et théorique de ce philosophe hongrois dont les écrits ont marqué la pensée marxiste, l'esthétique et la critique littéraire. Quel est, en effet, entre ce recueil d'essais réunis sous le titre « L'Âme et les Formes » (paru en hongrois en 1909, en allemand en 1911), d'inspiration néo-romantique, qui cherche à saisir le meilleur de la vie, la déchirure que certains poètes tentaient de rassembler dans leur rapport avec le monde, et ces « Écrits de Moscou », rédigés au cours des années 30, et principalement consacrés aux problèmes du réalisme ? Peu de chose assurément, en dehors de la référence à l'esthétique et une certaine problématique qui, tout au long de l'histoire de Lukacs, change quant à son contenu mais non quant à la forme. Souhaitons que la traduction de ces deux livres soit le signe d'un renouveau des études lukaciennes en France auxquelles Lucien Goldmann avait donné un premier essor.

Proche du courant romantique allemand, renouant parfois certains aspects des premiers écrits de Heidegger dominés par le même kantisme tragique, « L'Âme et les Formes » est, sans doute, l'œuvre la plus profonde et la plus belle du jeune Lukacs. À l'époque, le jeune aristocrate hongrois, qui signe encore Georg von Lukacs, vient de quitter la vie tumultueuse de Budapest où il a été étonnamment lié aux milieux théâtraux. À Berlin, puis à Heidelberg, il va se lier avec Simmel, Luk, Rickert, Max Weber, toutes les figures du néo-kantisme, de la philosophie de la vie, et de la phénoménologie qui dominent alors l'Université allemande. Si ses écrits ultérieurs marquent le triomphe de l'influence de Hegel et de Luk sur sa problématique, « L'Âme et les Formes » est entièrement marqué par le climat de décomposition du romantisme qui règne encore en Allemagne.

Le refus absolu

Avant tout ses premières œuvres, animé par une « nostalgie inextinguible », Lukacs tente de se faire connaître, d'abord en Hongrie, puis en Allemagne, comme critique littéraire. Influencé par Alfred Kerr et son style impressionniste, il s'efforce de faire de l'« un genre autonome, qui réconcilie l'exposé théorique et la poésie. Ces « Formes », qu'on trouve chez Lukacs, sont des attitudes esthétiques à l'égard de la vie et de la phénoménologie qui posent le refus, l'exclusion du déclinisme. Qu'il oppose le platonisme au poète, qu'il étudie le geste de Kierkegaard avant tout en contact avec la poésie, avec l'Absolu, par la rupture de ses fonctions, qu'il aborde les œuvres poétiques de Schlegel et de Novalis, le lyrisme de Stefan George, l'exaltation de la grande solitude, c'est pour y découvrir autant de variations sur la conscience malheureuse, dont la plus authentique expression n'est pas pour lui dans la tragédie, c'est-à-dire le refus absolu.

Les œuvres ultérieures de Lukacs, « la Théorie du roman » (1) et « Histoire et conscience de classe » (2) opposent, certes, d'autres réponses, moins idéalistes, aux questions posées ici pour la

première fois. Mais « la Théorie du roman » ne fait souvent que développer les intuitions de « L'Âme et les Formes » en analysant les conflits entre l'âme tantôt trop large, tantôt trop étroite par rapport au monde. La conscience malheureuse, qui éprouve le sentiment aigu de la limitation de la vie, est l'adversaire de cet « individu problématique » dont Lukacs ne cessera de suivre les métamorphoses dans le roman bourgeois. Ce n'est qu'avec la révolution hongroise, son adhésion au parti communiste, que Lukacs trouvera la réponse aux questions qu'il pose dans ses premiers écrits. Les concepts de « totalité », de « conscience possible » et de « possibilité objective » esquisseront une solution politique que Lukacs avait d'abord cherchée dans l'esthétique.

La querelle du réalisme

Si les écrits de jeunesse de Lukacs ont été, en France, grâce à Lucien Goldmann, un intérêt certain, il n'en va pas de même de ses écrits plus tardifs, souvent qualifiés, à tort, de « stalinistes ». Il ne s'agit que d'une question de défense des livres comme « la Destruction de la raison » (3), ouvrage médiocre qui amalgame toute la philosophie post-hégélienne à l'idéologie fasciste. Mais ses écrits sur le réalisme sont un apport considérable à l'esthétique et au marxisme. Ainsi les « Écrits de Moscou » aident-ils à comprendre les polémiques qui marquent les années 20 et 30. D'où l'importance de leur traduction.

Lukacs séjourna à Moscou comme émissaire antifasciste, et c'est au cours d'une douzaine d'années qu'il élabore quelques-uns des concepts-clés de son esthétique et de sa méthodologie littéraire. Ami de Lifschitz — esthéticien marxiste dont l'œuvre reste à redécouvrir — et collaborateur de Vissarion Mass, Engels, Lukacs propose une relecture des textes de Marx et Engels sur l'art et la littérature, mais aussi des écrits de La Fontaine, de Lamartine et de Mérimée. Sans doute ces écrits sont-ils difficiles, sans référence historique précise aux querelles esthétiques ou sein du parti communiste allemand, concernant la littérature prolétarienne, les premiers écrits de Brecht, les thèses de P. Aulic et, en général, les questions débattues dans l'organe communiste « Linkskurve ». Aussi faut-il souligner l'intérêt de l'introduction critique de Jean Prévoist qui fait surgir les intellectuels invisibles et partout présents de Georg Lukacs.

Ces écrits annoncent le grand débat qui éclatera plus tard, en 1937-38, parmi les écrivains allemands élargis groupés autour de la revue « Das Wort », éditée à Moscou, et qui opposent, sous la plume de Klaus Mann à Gottfried Benn, partisans et adversaires de l'expressionnisme. Lukacs abouche déjà des grands thèmes qui domineront ses ouvrages parus après son retour d'émigration. Sans tomber dans la sociologie vulgaire et la seule analyse formelle, il tente de poser les problèmes fondamentaux d'une approche marxiste de la littérature. Quarante ans après leur rédaction, ces « Écrits de Moscou » surprennent par leur actualité. Loin de donner une réponse dogmatique aux questions qu'ils posent, ils invitent à une prise de position et ouvrent la voie à de nouvelles discussions.

JEAN-MICHEL PALMIER.

(1) Quatrième-Mémoires, 1968.
(2) Récentement réédité avec une préface nouvelle de Lukacs, Editions de Minuit, 1974.
(3) L'Arche, 1938.

BACHELARD ENTRE LE RÊVE ET LA SCIENCE

(Suite de la page 19.)

D'un type de livre à l'autre, en alternance dès 1940, Bachelard refait toute continuité, voire toute relation. Tout se passe comme si les deux versants idéologiques de sa pensée ne se rejoignent en aucun moment. Les commentateurs, habitués du maître, ont chacun bûché sur cette difficulté centrale.

Dominique Lacourt, qui a déjà publié plusieurs essais consacrés aux problèmes de l'épistémologie contemporaine, entend pour sa part résoudre l'éénigme. Elle trouve son origine, selon lui, dans la réponse, à la fois originale et ambiguë, apportée par Bachelard à la question des rapports de la philosophie et de la science. Réponse originale, parce que Bachelard rompt avec le spiritualisme dominant de l'entre-deux-guerres en affirmant que c'est de la science que la philosophie doit tirer son enseignement. Par là, il élimine toute la problématique de la fondation — c'est-à-dire, en fait, de la domination — de la science par la philosophie. Mais sa position demeure équivoque, car il persiste à « annoncer » une philosophie nouvelle qui serait enfin adéquate à l'esprit des sciences exactes. Or, la philosophie n'est pas une science. Elle n'est que la philosophie de la science.

Or cette nouvelle philosophie, toujours promise, n'apparaît jamais. Et pour cause, explique Dominique Lacourt : Bachelard ne voit pas que cette adéquation postulée entre les philosophes et les

sciences et la science de leur temps — adéquation qu'il entend rétablir, mutatis mutandis, pour les temps présents — est précisément destinée à justifier le « primat du pouvoir » du philosophe sur les savants ; bref, cette domination que Bachelard a commencée par refuser.

Le discours de Bachelard sur les sciences est donc, si l'on peut dire, bancal ou en porte à faux : il prend appui sur des thèses matérialistes, affirmant le primat de l'être sur le possible, mais le savoir, il hésite entre les deux « camps » qui se partagent l'histoire de la philosophie.

Cette analyse permet finalement à Dominique Lacourt de rendre compte de l'irréductible dualité de l'œuvre et de la nébuleuse pour Bachelard de maintenir séparés les deux versants de sa propre pensée. L'auteur suggère, en bref aussi, pour parvenir à l'unité, qu'il soit, à l'égard des sciences, le philosophe qui se livre à la méditation de Bachelard sur la rêverie demeure, entre autres, étrangère à ses préoccupations. L'auteur dégage, en outre, en partie, son opinion. La destinée assés : Bachelard, on le sait, était le surréaliste. A-t-il su que le médien, l'homme de science « qui prit soin de lui en ses derniers moments, d'appeler — l'éloge en fait une autre — le docteur Mallarmé ?

ROGER-POL DROIT.

A L'ÉCOUTE DE LA CULTURE POPULAIRE ARABE

Tatouage, calligraphie, proverbe...

* LA MESURE DU NOM PROPRE, par Abdelkader KHACHAT, éd. Denoël, coll. « Lettres nouvelles », 256 pages, 30 F.

D'un nouveau dans l'« aventure épistémologique » (1) : Abdelkader Khachat, écrivain et sociologue marocain, a écrit un livre qui s'adresse à l'identité (une identité vacillante) cinq systèmes de signes appartenant à la culture populaire arabe et plus particulièrement marocaine. Les deux systèmes choisis par l'auteur sont, d'une part, le tatouage et le proverbe, dont le Coran est le centre. Ils sont traduits en arabe et de sa jeunesse. Ainsi, le tatouage, refait par les grands religieux, est un système de signes appartenant à la culture populaire arabe et plus particulièrement marocaine.

Alors le tatouage, c'est une écriture souveraine, car elle subvertit et renverse la langue, qui se trouve dominée, voire trahie par le tracé qui a fonction de l'écriture. Le tatouage est donc désarmé par le sens et existe pour lui-même. Il ne vise pas la parole (celle du Coran) ; il fonde l'immortalité du signe. L'ordre de la langue est ainsi déstabilisé de son registre. A la place se trouve le chaos de tout (la rhétorique déstabilisée).

De là l'auteur aborde le système du conte. L'impression d'être le conte, c'est le récit, le grain de la vie, le muqaddim, l'élément qui rend un conte. L'histoire, le conte, qui a été dit à Douar Jedd (Maroc) par une femme anonyme d'une cinquantaine d'années. On dit, d'après le conte, que le Coran, c'est le récit, le grain de la vie, le muqaddim, l'élément qui rend un conte. L'histoire, le conte, qui a été dit à Douar Jedd (Maroc) par une femme anonyme d'une cinquantaine d'années. On dit, d'après le conte, que le Coran, c'est le récit, le grain de la vie, le muqaddim, l'élément qui rend un conte. L'histoire, le conte, qui a été dit à Douar Jedd (Maroc) par une femme anonyme d'une cinquantaine d'années.

logie, on relie le lien entre la parole orale et la littérature écrite.

Face à la mesure de l'identité, il y a la mesure de la culture arabe dans le chant d'un « l'œuvre de classe » venue d'une autre culture, mais avec des matériaux d'analyse pris à l'arabe. Cette in-

tervention à trois axes (graphique, oral, écrit) recrée une double identité, celle de la culture populaire.

TAHAR BEN JELLOUN

(1) Voir l'article de R. Barthes « Éléments d'épistémologie », le Monde du 7 juin 1974.

Depuis de nombreuses années, pour mieux répondre aux besoins des entreprises, nous avons créé une nouvelle méthode de formation, valorisant les ressources humaines, assistée à la conception et à la mise en œuvre de la politique d'entreprise.

sciences humaines

de les intégrer à nos équipes d'ingénieurs consultants.

Nous leur demandons :

- une première expérience professionnelle leur ayant permis de mieux connaître les conditions et besoins de l'entreprise ;
- une grande capacité d'adaptation à des contextes socio-culturels divers ;
- une réelle disponibilité pour des missions ou des séjours à l'étranger ;
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez-nous votre réponse à :

EUREQUIP
40, avenue du Président Wilson, 75116 Paris

Les Éditions ROBLOT
travaillant avec amabilité attentive
une liste d'ouvrages :

- LA POLITIQUE DES FRANCS MACONS, par Jacques Mitterand... 33 F
- LE P.S.U. AVANT MACON, par Guy Monin... 34 F
- LES COMITÉS SECRÈTS : LA GRANDE GUERRE POUR RIEN ? par Henri Gauthier... 37 F
- LES PORTIERS DE L'ÉMIÈRE, par Miguel Guerra de Cea... 24 F

ainsi que tous ouvrages d'histoire
éditions, sont désormais disponibles à leur nouvelle librairie
22, rue des Écoles, 75005 PARIS

ROBERT L'AFFOINT
Un livre fascinant
de
SERGE BRAMLY
TERRE WAKAN
Univers sacré des Indiens
d'Amérique du Nord
Collection « Aux origines du sacré »

éditions universitaires

Michel BON et Antoine d'ARC

**RAPPORT SUR
L'HOMOSEXUALITÉ
DE L'HOMME**

199 F

C'est du bon Daninos...
Il faut dire qu'avec la dernière
tour du monde du Daninos
Daninos avait un sujet
sur mesure.

DANINOS
LES TOURISTOCRATES

denoël

Pourquoi n'a-t-on pas fait en sociologie ce qu'Einstein a fait pour la science ?
« LE JARDIN DE PYTHAGORE »

(Essai pour une Relativité Sociale)
répond à cette question
ÉDITIONS GILLES TAUTIN
71, rue Louis-Blanc - Paris (10^e)

صكناش الامل

Les origines du conflit de l'O.R.T.F.

MISE EN « POSITION SPÉCIALE » OU LICENCIEMENT DÉGUISE ?

L'O.R.T.F. est un organisme public à caractère administratif. Son statut est régi par la loi n° 100 du 10 août 1964 relative à l'organisation de la radio-télévision.

D'abord, les membres du personnel de l'Office ont des situations juridiques très variées. Le statut de l'Office n'a prévu que deux catégories de fonctionnaires : les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires de l'Office. Les fonctionnaires de l'Etat sont soumis au droit commun de la fonction publique. Les fonctionnaires de l'Office sont soumis à un statut particulier.

Dans toute entreprise, la perspective d'une compression des effectifs suscite l'émotion la plus légitime, surtout quand la nécessité de cette compression n'est pas démontrée. Ici, il s'agit de la télévision, un secteur où la concurrence est féroce.

Une distinction de base a été faite entre les statuts de plus de soixante ans sans parenté ni enfants et ceux de moins de soixante ans. Les premiers sont mis en « position spéciale » (article 30 de la loi).

Une disposition ahurissante : Les plus de soixante ans sont placés, à compter du 1^{er} décembre, dans une « position spéciale ».

Il y a un an, c'est-à-dire le 1^{er} décembre 1973, le Parlement a donc condamné à se replier sur le métier pour faire le sien plus sagement, car c'est son propre tort qui l'a poussé à s'écrouler.

Plus admettons que l'on ait vu l'âge de soixante-cinq ans passer sans que ce soit que l'on a voulu faire. Un problème grave se pose alors : ceux qui ont travaillé pendant dix ans pour l'Office, ceux qui ont travaillé pendant dix ans pour l'Office, ceux qui ont travaillé pendant dix ans pour l'Office.

Ce régime est très avantageux. Les bénéficiaires ont droit à un traitement équivalent à celui des fonctionnaires de l'Etat. Ils ont droit à une pension de retraite. Ils ont droit à une indemnité de départ.

Après trois jours de grève générale avec programmes minimaux sur les chaînes nationales de la radio-télévision, il semble que les syndicats de l'O.R.T.F. s'orientent vers de nouvelles formes d'action et de sensibilisation de l'opinion. Les téléspécialistes, en effet, comprennent mal cette grève.

Mais le problème est mal posé. En réalité — toujours si l'on suppose que les contrats sont rompus — il importe peu, à votre sens, que cette rupture soit la conséquence de licenciements ou de la force majeure pourvu qu'il s'agisse de chaînes privées.

Pourquoi ouvrirai-je les portes du régime à ceux qui ont fait l'objet d'une décision de licenciement et les fermerai-je à ceux qui se retrouvent sur le pavé parce qu'un arrêté préfectoral a

incompréhension qui a d'ailleurs affecté les conflits à l'O.R.T.F. Il se agit pas — il ne s'agit plus — de défendre l'O.R.T.F. dont l'écroulement est dans les faits, mais de défendre les intérêts matériels et moraux de nombreux agents de l'Office dont la loi votée cet été a peu ou

Par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

ordonné la fermeture de leur entreprise ? D'ailleurs l'UNEDIC l'a expressément admis chaque fois que le problème s'est posé. Ainsi il a été décidé que les travailleurs de plus de soixante ans se trouvant dans une situation de licenciement — donc pas de licenciement — avaient vocation à bénéficier du régime.

Les véritables difficultés ne se situent donc pas au niveau des causes de la privation d'emploi : en revanche, le régime est extrêmement strict sur cette privation elle-même. Il s'agit pour ceux qui seraient encore liés à un chef d'entreprise par un quelconque lien contractuel de travail, si tenu soit-il.

Or lorsqu'un employeur — et

celui devant de plus en plus fréquemment avec une variété quasi infinie de formules — n'arrive plus à tirer vivier de lui verser régulièrement certaines sommes, il est souvent extraordinairement difficile de préciser la nature exacte de la situation juridique de ce dernier. Problème à la fois classique et névralgique d'un droit nouveau, en forme de châteaux de cartes dressés entre le droit du

travail et celui de la sécurité sociale : le droit des pré-retraites.

Qu'en est-il ? L'article 30 a expressément qualifié de « position spéciale » les salariés qui seraient versés aux agents placés en position spéciale. Cette qualification ne sous-entend-elle pas la survenue de relations contractuelles de travail, le maintien des intérêts dans la zone d'attraction d'une entreprise et, corrélativement, l'existence d'un lien de subordination ?

Alors, à la différence des avantages sociaux assurés par une entreprise, les indemnités de licenciement, elles, ne s'imposent pas sur ces 70 %.

Alors, à la différence des avantages sociaux assurés par une entreprise, les indemnités de licenciement, elles, ne s'imposent pas sur ces 70 %.



39 rue Dunois, 75013 Paris

DANS LE 13^e ARRONDISSEMENT, GRANDS ESPACES ET VERRIÈRES, A PRIX FERME ET DÉFINITIF.

Du studio au 4 pièces, et du premier au 26^e étage, tous les appartements du Nouveau Monde ont une « verrière ».

Cette avancée dans la lumière peut faire un bureau, un petit salon, un jardin d'hiver...

Ce n'est pas le seul charme de ces logements très bien conçus. Les placards sont nombreux.

Une salle d'eau s'ajoute à la salle de bain dans le 4 pièces.

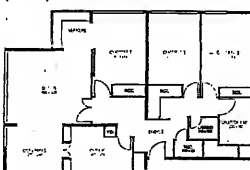
Autour de l'immeuble, vous avez des parterres de gazon et de fleurs.

AU CŒUR DU NOUVEAU 13^e

De la rue Dunois, vous êtes près du métro et de la Place d'Italie, du nouveau centre commercial Olympiades, du lycée Claude Monet, du lycée Gabriel Fauré, du Parc de Choisy, de l'université Paris 13.

Vous êtes au cœur du nouveau 13^e, et à proximité immédiate du Jardin des Plantes et de la rue Mouffetard.

Les appartements, habitables en juillet 75, sont vendus en l'état futur d'achèvement, mais à prix ferme et définitif : prix moyen du 4 pièces (83 m²) : 270 700 F.



VISITE DE L'APPELLEMENT-TEMON, RENSEIGNEMENTS ET VENTE :

Sur place : 35 rue Dunois, 75013 Paris, les samedis et dimanches de 11 h à 19 h et les autres jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h.

A la Boutique Ocil : 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Tél. 387.33.28 et 522.67.10.



57, 59 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

Alors, à la différence des avantages sociaux assurés par une entreprise, les indemnités de licenciement, elles, ne s'imposent pas sur ces 70 %.

Trop pressé d'en finir l'importance comment le législateur n'a pas réfléchi à long. L'important n'était-il pas d'éviter comment le mot licenciement ? La qualification « salarié » ne permet-elle pas aux instances de continuer de cotiser et à la 15^e année — hum — à la 15^e année, et d'augmenter, en faisant, leurs droits déduits dans leur régime de retraite ?

Une distinction de base a été faite entre les statuts de plus de soixante ans sans parenté ni enfants et ceux de moins de soixante ans. Les premiers sont mis en « position spéciale » (article 30 de la loi).

Pour éviter toute discussion, un correctif législatif serait particulièrement opportun.

Au musée des horreurs juridiques

Le sort fait cette fois aux « moins de soixante ans » appelés bien des critiques de pure technique. Ainsi, la réglementation de l'indemnité de licenciement — dont l'application soulève de sérieuses difficultés — recevra une place de choix au musée des horreurs juridiques.

Ces questions soulevant une marque en forme de principe général, les salariés de plus de soixante ans doivent-ils être traités différemment de ceux d'une quelconque entreprise du secteur tertiaire privé ?

D'abord, dans ce secteur purement privé, le leçon de Lip a été largement entendue : on admet de plus en plus que les licenciements collectifs doivent donner lieu à une négociation générale entre syndicats, employeurs, pouvoirs publics, etc., de façon que toutes les données du problème soient clairement établies sur la table et fassent l'objet d'une réflexion commune. Est-il impossible, ici, de procéder de même ?

D'autre part, et de façon plus précise, les modalités de sélection des élus — ceux qui vont rester — sont-elles satisfaisantes ?

Les affectations dans les nouveaux organismes doivent être décidées, en fonction des demandes et des besoins de ces derniers, par le P-D-G de l'entreprise, sur avis d'une commission spéciale. Pour les agents d'exécution, priorité sera donnée aux plus anciens, critères objectifs. Mais pour les agents supérieurs ou cadres en fonction des « options professionnelles », le principe de la priorité doit être respecté. Par ailleurs, n'empêche, semble-t-il, un nouvel organisme de limiter le nombre de salariés à recruter, pour assurer une meilleure protection des citoyens contre ces deux risques. Les pouvoirs publics ont une priorité de réaménager : n'oublions pas le grand accord interprofessionnel du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi, qui prévoit que les salariés compris dans un licenciement collectif bénéficieront, pendant un délai déterminé, d'un traitement équivalent à celui qu'ils auraient obtenu s'ils n'avaient pas été licenciés.

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

JEUDI 10 OCTOBRE

Programme minimum à l'O.R.T.F.

En raison de la grève du personnel, un programme minimum sera diffusé à la radio et à la télévision.

● TÉLÉVISION : Programme unique sur les trois chaînes

- 20 h. 30. Journaux télévisés (chaînes I et III).
- 20 h. 30. Film : « L'Égypte », de M. Curtis (1954), avec Ed. Farnon, V. Simmons, V. Mature et G. Wierney.
- 22 h. 5. Documentaire arabe : « Claude Monet inconnu », de Jean Rogues.

TÉLÉVISIONS PÉRIPHÉRIQUES

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 30. Le Festival de Cannes. Film de J. Combarieu. 21 h. 30. Les Français. 22 h. 30. Les Français. 23 h. 30. Les Français. 24 h. 30. Les Français.

● RADIO :

FRANCE-CULTURE : 19 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française. 20 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française. 21 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française. 22 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française. 23 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française. 24 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.

VENDREDI 11 OCTOBRE

Les personnels de l'O.R.T.F. devant décider ce jeudi de la suite à donner à leur mouvement revendicatif, les programmes de vendredi sont donnés sous réserve.

● CHAÎNE I

- 19 h. 30. Pour les jeunes : L'U et la recherche de la vérité.
- 20 h. 15. Feuilleton : Les Fugitifs.
- 20 h. 30. Série : « Les Fugitifs », de M. Curtis.
- 21 h. 30. Feuilleton : Les Fugitifs.

● CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 20 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 21 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 22 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 23 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 24 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.

● CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. 30. Pour les jeunes : L'U et la recherche de la vérité.
- 20 h. 15. Feuilleton : Les Fugitifs.
- 20 h. 30. Série : « Les Fugitifs », de M. Curtis.
- 21 h. 30. Feuilleton : Les Fugitifs.

● FRANCE-CULTURE

- 19 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 20 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 21 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 22 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 23 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 24 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.

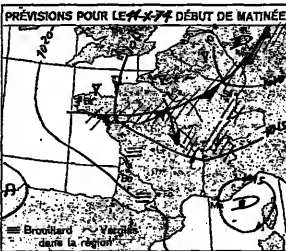
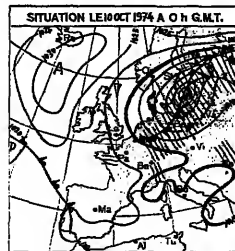
● FRANCE-MUSIQUE

- 19 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 20 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 21 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 22 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 23 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 24 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.

● TRIBUNES ET DÉBATS

- 19 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 20 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 21 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 22 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 23 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.
- 24 h. 30. Les grands auteurs de la littérature française.

MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 Zone de pluie ou neige : Front chaud : Front froid : Front occlus

Évolution probable de temps

France entre le jeudi 10 octobre à 8 heures et le vendredi 11 octobre à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

au large de la région de l'Atlantique

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

au large de la région de l'Atlantique

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

à 8 heures : à 8 heures : à 8 heures :

Loterie nationale

TRANCHE DE L'AUTOMOBILE

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

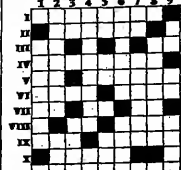
Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

Les billets portant le numéro 1111 gagnent 100 000 F (gr. 15, sér. A).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 888



HORIZONTALEMENT

- 1. Constat de famille. — II. Monie un bateau. — III. Terme musical. — IV. Troupeau. — V. Titre abrégé. — VI. Troupeau. — VII. Troupeau. — VIII. Troupeau. — IX. Troupeau. — X. Troupeau. — XI. Troupeau. — XII. Troupeau.

VERTICALEMENT

- 1. Fait partie de l'académie. — II. L'ensemble de la cour. — III. L'ensemble de la cour. — IV. L'ensemble de la cour. — V. L'ensemble de la cour. — VI. L'ensemble de la cour. — VII. L'ensemble de la cour. — VIII. L'ensemble de la cour. — IX. L'ensemble de la cour. — X. L'ensemble de la cour. — XI. L'ensemble de la cour. — XII. L'ensemble de la cour.

Solution du problème n° 888

- 1. Fait partie de l'académie. — II. L'ensemble de la cour. — III. L'ensemble de la cour. — IV. L'ensemble de la cour. — V. L'ensemble de la cour. — VI. L'ensemble de la cour. — VII. L'ensemble de la cour. — VIII. L'ensemble de la cour. — IX. L'ensemble de la cour. — X. L'ensemble de la cour. — XI. L'ensemble de la cour. — XII. L'ensemble de la cour.

Visites, conférences

LE 11 OCTOBRE

صوتنا من الامم

La voiture la plus vendue en Europe en 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973.

Pendant un an ou deux, c'était peut-être à cause du prix. Après, il a bien fallu que ce soit à cause de la voiture.

On peut vendre une voiture parce qu'elle n'est pas chère. Mais on ne peut le faire qu'une fois.

Si la voiture, après un certain temps, ne répond plus aux attentes du consommateur, il n'en rachètera pas une autre. Quel que soit son prix.

Si Fiat est la voiture la plus vendue en Europe depuis aussi longtemps, ce n'est pas seulement parce qu'elle est moins chère, c'est parce qu'elle est meilleure.



Sans traitement anti-rouille. Avec traitement anti-rouille Fiat.

Pour son prix c'est une meilleure voiture.

A quelques exceptions près, une Fiat vous offre plus de place que n'importe quelle autre voiture de sa catégorie. Plus de place pour les jambes, plus de place en hauteur, et même plus de place pour les bagages.

Elle vous offre aussi des avantages que vous n'avez pas l'habitude de trouver dans des voitures du même prix.



En Suède, là où les hivers durent 6 mois, les Fiat durent dix ans et demi.

Des freins à disque, la traction avant, une suspension à 4 roues indépendantes sont des équipements courants même sur nos modèles les moins chers.

Enfin, les Fiat sont agréables à conduire. Et si l'on devait trouver une explication à leur succès, ce serait celle-là.

Ce sont les principales raisons pour lesquelles beaucoup d'automobilistes achètent des Fiat. Mais il y a d'autres raisons pour lesquelles ils continuent d'en acheter année après année.

Pour son prix c'est une meilleure qualité.

D'après un test effectué par le gouvernement suédois il a été prouvé que les Fiat avaient une durée de vie de dix ans et demi.

(Et comme ce test a été fait sur des routes suédoises, et pendant les hivers suédois, il est probable qu'ici, elles dureront plus longtemps encore).



D'après un test effectué par le Touring Club Suisse, sur 34 marques, il apparaît que 80% des voitures tombent en panne plus souvent que les Fiat.

Dans un autre test, effectué par le Touring Club Suisse, sur 34 marques, il apparaît que 80% des voitures tombent en

panne plus souvent que les Fiat.

Dans un autre encore comparant chaque voiture actuellement vendue aux Etats-Unis, la Fiat 128 est considérée comme la meilleure grande routière compacte.

Les résultats de ces tests se sont pas aussi surprenants qu'ils en ont l'air si l'on tient compte des faits suivants :

Fiat est le seul constructeur automobile en Europe qui chaque jour, au hasard, retire de ses chaînes de fabrication des voitures pour les tester sur 50 km.

C'est le seul encore dont les moteurs, avant d'entrer en production, tournent pendant 1000 heures, sans s'arrêter. Ce test mécanique est le plus long et le plus dur du monde.

C'est le premier au monde qui ait rendu chacun de ses ouvriers responsable du contrôle de la qualité. Et le coût de ce contrôle est supérieur à celui de tous ses concurrents.

Nous pourrions encore parler des soupapes spéciales, du traitement anti-rouille, des pots d'échappement en acier inoxydable, des systèmes de sécurité perfectionnés, des essais d'endurance diaboliques. Et nous pourrions devenir ennuyeux.

Aussi, le meilleur moyen de profiter de tous ces avantages, est de faire comme tant d'autres. Ne plus lire les publicités Fiat. Et conduire une Fiat.



FIAT

Chaque année, depuis 12 ans,
la voiture la plus vendue en Europe.

Quat All

parking assuré place St-Germain-des-Près

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
12 heures	8 3/4	9 3/4	1 1/2
1 mois	8 7/8	11 3/8	3
3 mois	10 7/8	11 3/8	3 1/8
6 mois	12 3/4	11	3 1/8

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL SUR CONCOURS

Un avis d'appel d'offres national et international sur concours est lancé en vue de la réalisation de l'extension du Centre d'Etudes et de Recherches en Informatique à Oued-Snour.

Composent :

- LOT ELECTRICITE ;
- LOT CLIMATISATION.

Les entreprises intéressées pourront retirer le dossier nécessaire à la présentation de leurs offres au COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE - Bureau N° 22 - 4 et 6, bd Mohamed-V, 8° étages, ALGER, à partir du MARDI 7 OCTOBRE 1974, contre paiement de la somme de 200 dinars représentant les frais de reproduction et payable par chèque ou en espèces (aucun envoi ne sera fait contre remboursement).

Un délai de 3 semaines à compter de la date de publication au présent avis est donné aux entreprises.

Les plis devront être déposés sous double enveloppe cachetée et celle-ci devra contenir l'offre d'adhésion à l'Appel d'Offres National sur concours - Construction de l'Extension du Centre d'Etudes et de Recherches en Informatique à Oued-Snour, adressée au COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE, 4 et 6, bd Mohamed-V, 8° étages, ALGER, ou y parvenant par poste en recommandé au plus tard le lundi 21 octobre 1974 avant 17 heures, le cachet de la poste faisant foi.

Améliorez votre valeur professionnelle grâce à la FORMATION CONTINUE

L'Ecole Supérieure de Publicité et de Marketing, Etablissement Privé d'Enseignement Technologique Supérieur, organise des Stages de Formation Continue de courte et longue durée :

Publicité

Promotion des Ventes • Marketing
Relations Publiques

Le financement de ces actions est déductible de la participation de l'employeur au financement de la Formation Professionnelle Continue (1 % pour 1974, Loi du 11 juillet 1971).

Demandez le programme de ces actions pour fin 1974 et l'année 1975 au

C.I.P.A.C./E.S.P.

9, rue Léo-Delafosse, 170, Paris (16) - Téléphone : 727-37-49

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION ALGÉRIENNE

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

— Le présent avis est lancé en vue des études et de la réalisation d'un Centre de Production de Programmes de T.V.

— Les Sociétés intéressées par le projet dans sa totalité (Génie Civil et Équipements Techniques) sont priées de se faire connaître avant le 31 octobre 1974 en précisant :

- 1) leurs références ;
- 2) leurs réalisations particulièrement dans le domaine des Studios T.V.

— Un dossier technique préliminaire est à leur disposition à la Radiodiffusion Télévision Algérienne, Direction des Services Techniques et de l'Équipement, 21, boulevard des Martyrs, ALGER — Bureau 721.

République Algérienne Démocratique et Populaire MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS Société Nationale des Transports de Voyageurs

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture à la SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS (S.N.T.V.) de :

- 1° lot : 800 autocars « grandes lignes » ;
- 2° lot : 50 minicars 20-30 places assises.

Ces lots peuvent faire l'objet d'une soumission globale ou séparée.

Les constructeurs intéressés doivent retirer ou se faire envoyer le cahier des prescriptions spéciales en le demandant à :

S.N.T.V. - Direction Générale,
2, rue de Béziers, ALGER.

Les offres, rédigées en longue française, doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée, le 29 novembre 1974, à 18 heures au plus tard, sous double pli cacheté ; l'enveloppe intérieure portant en rouge :

« SOUMISSION POUR AUTOCARS,
A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-deux jours.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA FAUSSE SORTIE DES MINEURS DE FAUQUEMONT

De notre correspondant

Nancy. — Le dernier jour de production à la mine de Fauquemont (cf. page 38), dans le bassin houiller lorrain, avait donné lieu à un mouvement de grève. Ce mouvement a été à son tour interrompu par la manifestation d'un haricot d'ouvriers entrant dans l'usine de la mine. Les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre. Les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre. Les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre.

reprise immédiate de l'exploitation. Des parlementaires sont intervenus à l'Assemblée nationale. Actuellement, les syndicats C.F.D.T., C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ont lancé une campagne de sensibilisation à l'endroit des basins et auprès des autres mineurs. En ce qui concerne la mine de Fauquemont, les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre. Les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre. Les grévistes ont été surpris par les forces de l'ordre.

CONJONCTURE

M. Ripert devient commissaire au Plan

M. Jean Ripert, qui dirigeait jusqu'à présent l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), a été nommé commissaire général en Plan par le conseil des ministres mercredi 9 octobre. M. Ripert succède ainsi à M. Monthé.

De tous les planificateurs français, le nouveau commissaire général est probablement le plus connu de son futur interlocuteur. C'est en effet lui qui, pendant quinze ans, a incarné d'une certaine façon le plan français. Il a été nommé à la tête du Plan français, alors que les comités d'experts se réunissaient à l'Assemblée nationale. M. Jean Ripert, ancien directeur de l'Institut de la statistique, a été nommé à la tête du Plan français, alors que les comités d'experts se réunissaient à l'Assemblée nationale. M. Jean Ripert, ancien directeur de l'Institut de la statistique, a été nommé à la tête du Plan français, alors que les comités d'experts se réunissaient à l'Assemblée nationale.

(PUBLIÉ)

GROUPE FINANCIER

prise de participation totale ou partielle dans sociétés de prestation de service moyenne importance (de préférence travail temporaire).

Adressez offre

Performance Conseil

101, avenue Charles-de-Gaulle

92000 NANTERRE-BOULEVARD

Union Corporation Limited

Enregistrée en République d'Afrique du Sud

7 octobre 1974

Cher Actionnaire,

En annexe à cette lettre vous trouverez la réponse réfléchie de vos administrateurs à l'offre que vous avez reçue de Gold Fields of South Africa Limited (GFSA). Cette réponse contient la recommandation que vous ferez vos administrateurs et conseillers, Hambros Bank Limited et Barclays National Merchant Bank Limited, de rejeter cette offre.

Peu avant l'approbation de ce document par le Conseil d'Administration, General Mining and Finance Corporation Limited (General Mining) a publié un avis au terme duquel, sous réserve, entre autres, de l'approbation du « London Panel on Takeovers and Mergers » (Commission statuant sur les fusions et prises de participation), General Mining se propose d'offrir des actions de General Mining and Sentrust Limited plus une souche en espèces en échange de la moitié des actions d'Union Corporation qui se sont pas encore détenues par General Mining. Par cette offre de rachat partiel, General Mining tente de faire une offre concurrentielle à celle de GFSA en vue de s'assurer le contrôle d'Union Corporation. General Mining n'ayant pas encore présenté d'offre formelle, il vous est demandé de ne prendre aucune décision pour l'instant. Les conditions du rachat partiel, tel qu'il est envisagé, ne permettent pas au Conseil d'Administration de recommander aux actionnaires d'y donner suite.

Si cette offre vous est effectivement présentée, vos administrateurs vous donneront l'explication de leur recommandation, comme ils l'ont fait dans le cas de GFSA.

.. Veuillez agréer, cher Actionnaire, l'expression de nos sentiments distingués.

E. Pavitt,
Président.

La lettre ci-dessus a été envoyée aux actionnaires avec le document recommandant le rejet de l'offre de GFSA. Des extraits de ce document sont publiés à la page ci-contre.

COMMERCE

Devant la commission de la production et des échanges

M. ANTOUR ANNONCE LA MISE EN PLACE DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT À L'ARTISANAT

La commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale s'est réunie le mardi 8 octobre, pour entendre M. Vincent Auriol, ministre du commerce et de l'artisanat. Le ministre a annoncé la mise en place d'un conseil national du crédit à l'artisanat. Ce conseil sera présidé par le ministre du commerce et de l'artisanat. Il aura pour mission de coordonner les actions de crédit à l'artisanat. Le conseil sera composé de représentants des banques, des artisans, des pouvoirs publics, etc.

LES ADHÉRENTS DU C.I.D.-UNAT ont voté en faveur de la mise en place d'un conseil national du crédit à l'artisanat. Ce conseil sera présidé par le ministre du commerce et de l'artisanat. Il aura pour mission de coordonner les actions de crédit à l'artisanat. Le conseil sera composé de représentants des banques, des artisans, des pouvoirs publics, etc.

UNION

LES

VOUS ADMINISTREZ ET BARCLAYS VOUS RECOMM

العمل

صكبات الذهب

(Avis financiers des sociétés)

... LE MONDE — 11 octobre 1974 — Page 39

UNION CORPORATION LIMITED

Enregistrée en République d'Afrique du Sud

Lettre du Président

Bureau du Président
Union Corporation Limited,
70, Marshall Street,
Johannesburg.

7 octobre 1974.

Cher Actionnaire,

La réponse de vos administrateurs à l'offre d'achat de Gold Fields of South Africa Limited (GFSa) vous est communiquée dans le document ci-joint. J'aimerais vous dire dans les grandes lignes pourquoi vos administrateurs et conseillers vous recommandent de ne pas accepter l'offre de GFSa.

L'OFFRE

Les avantages d'une offre d'achat ne peuvent être jugés uniquement sur la comparaison entre la valeur boursière des actions. Une analyse réaliste doit également prendre en considération les contributions respectives à la nouvelle société résultant de l'offre et la proportion qui reviendrait aux actionnaires de la société après l'offre — dans ce cas, GFSa vous offre au moins un tiers de son capital-actions final alors que vous contribuerez à près de la moitié de ses bénéfices. Cette différence est masquée par l'amalgamation d'actions privilégiées et ordinaires qui vous sont offertes. En raison du dividende fixe payable sur les actions privilégiées, vous ne bénéficiez pendant plusieurs années qu'en partie de la croissance sur le dividende des actions ordinaires GFSa. Ceci n'est pas comparable avec l'assurance que vous bénéficiez de perspectives de croissance plus assurées.

GFSa déclare que votre participation dans l'or serait accrue. En fait, au tout qu'actuellement de dans l'or et perdriez le plus grande partie des actifs provenant des autres participations d'Union Corporation Limited. D'autre part, ceci ajouterait aux coûts des actions ordinaires de GFSa — avantage substantiel pour les actionnaires actuels de GFSa obtenu à vos dépens.

Les tableaux 1 et 2 ci-dessous illustrent ces points.

POLITIQUE DE DIVIDENDE

Vos administrateurs ont l'intention de déclarer un dividende final pour 1974 de 30 cents par action, représentant un total pour l'année de 42 cents qui, sur la base des prévisions de bénéfices nets de R 37,8 millions (de cents par action), sera couvert plus d'une fois et demie. Le report à nouveau sera pratiquement le même que l'année précédente. Cette augmentation du dividende reflète l'amélioration des bénéfices qui auront été obtenus même un pourcentage important de leurs bénéfices à leur auto-financement et à leur expansion. Dans ces conditions, vos administrateurs estiment qu'une distribution importante des bénéfices aux actionnaires est justifiée sans affecter la continuité de la croissance.

QUALITÉ DES BÉNÉFICES ET ACTIFS

Le document de GFSa se réfère à la qualité des bénéfices et tire la conclusion que des mines de base tendent produire des revenus de qualité inférieure. Je conteste cela. Les risques miniers sont d'appliquer aussi bien aux mines de forte que de faible teneur. De plus, si le prix de l'or continue à s'élever plus vite que les coûts, les mines de faible teneur bénéficieront, dans l'ensemble, proportionnellement plus que celles de haute teneur. Nous devons noter qu'aux taux actuels de production, votre participation dans la production d'or est de 10 % environ supérieure à celle que vous auriez si vous acceptiez l'offre de GFSa. GFSa déclare qu'une surproduction de platine pourrait intervenir dans les prochaines années.

Cela est possible, mais la situation contraire pourrait également se produire. Le platine est une industrie fluctuante; cependant, en tenant compte des bonnes et mauvaises années, cette industrie a été très profitable, comme vous avez pu le constater d'après le rapport annuel de l'Impress Platinum 1973-1974 qui vous a été adressé récemment. Je pense que ceci ne changera pas. Nous avons un portefeuille solide dans d'autres investissements miniers, industriels et commerciaux. Avec une prospérité constante de l'industrie minière, l'économie sud-africaine participera qui ont eu de bons résultats en 1973, et qui seront encore meilleurs en 1974, continueront dans les prochaines années à contribuer de façon importante au volume de vos futurs dividendes.

POTENTIEL

Notre croissance dépend du développement de l'expansion de nouvelles mines et nous avons toujours investi des sommes importantes dans l'exploration. Depuis 1945 nous avons mis en production cinq mines d'or et réalisé un projet important de platine et nous pensons pouvoir maintenir notre performance. Par exemple, la nouvelle mine de notre groupe, Unisud Gold Mines, e nous récemment nous avons eu la chance de publier son rapport à la souscription publique et pour le domaine de l'or et de l'uranium dans un certain nombre d'emplacements largement répétés géographiquement. Des résultats de sondage ont été obtenus dans sept de ces périmètres et des forages dans le but de les tester sont en cours d'entreprise.

Nous avons une participation importante dans une nouvelle mine de zinc et d'étain en Espagne dont la mise en production est prévue pour 1977.

Dans le secteur de l'exploration, les forages ont déterminé une quantité de plusieurs milliers de tonnes de minerais de houille de faible teneur dans la zone Evander, et les possibilités d'exploitation du pétrole et du gaz dans la mer du Nord et des forages commenceront en 1975 et dans trois zones offshore dans la golfe du Mexique.

Nous étudions, entre autres, les possibilités d'exploitation et de traitement des sables du désert pour produire du nitrate, du zircon, du rutile synthétique sous forme de scories, et du fer ductile.

CONCLUSION

Nous croyons dans le potentiel de votre société et sa capacité de distribuer une partie importante des bénéfices selon la politique exposée, et nous sommes certains, sous les réserves d'usage, que vos dividendes d'Union Corporation Limited continueront à augmenter dans les années futures.

Il est clair que GFSa n'a pas fait cette offre si ses administrateurs ne pensaient pas qu'elle serait bénéfique à GFSa. D'ailleurs, le Président de GFSa déclare à ses propres actionnaires : "l'acquisition d'Union Corporation selon les conditions proposées aura un effet bénéfique sur les profits et actifs nets par action existants de votre société".

POURQUOI FAUDRAIT-IL QUE VOUS AMÉLIORIEZ LA VALEUR DES ACTIONS GFSa POUR SES ACTIONNAIRES ACTUELS À VOS DÉPENS ?

VOTRE INTÉRÊT EST DE REJETER L'OFFRE DE GFSa ET DE CONSERVER VOTRE PARTICIPATION DANS UNION CORPORATION.

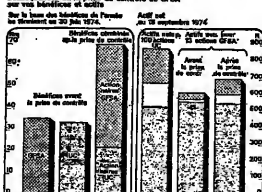
Sincèrement vôtre,

E. Pavitt,
Président

LES RAISONS DE REJETER L'OFFRE DE GFSa

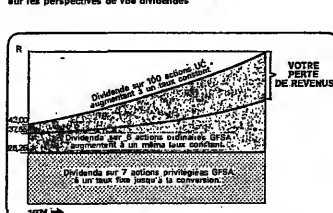
- ★ On vous demande de contribuer à 40 % des actifs et 48 % des bénéfices de GFSa. Après la conversion totale des actions privilégiées, vous auriez moins de 32 % du capital.
- ★ Votre investissement dans l'or NE serait PAS amélioré de manière significative
- ★ Vous subiriez une réduction immédiate de vos revenus et une croissance limitée de vos dividendes au moins jusqu'à 1978.
- ★ Les perspectives sur Deelkraal ont été exagérées.

TABLEAU 1
Comparaison de la prise de contrôle de GFSa



Notes: 1. Les deux entreprises d'investissement ont été évaluées sur la base de la valeur de leur actif net et de la participation dans l'or. 2. Les données sont basées sur les évaluations de GFSa et de Union Corporation. 3. Les données sont basées sur les évaluations de GFSa et de Union Corporation. 4. Les données sont basées sur les évaluations de GFSa et de Union Corporation.

TABLEAU 2
Comparaison de la prise de contrôle de GFSa sur les perspectives de vos dividendes



EVALUATIONS DE DEELKRAAL ET D'ELANGORANO

Pour arriver GFSa et Union Corporation sur une base comparable à la valeur de leur actif net et à la participation dans l'or, l'évaluation de Deelkraal et d'Elangorano faite par les administrateurs de GFSa a été exagérée pour les raisons suivantes. Il est d'usage courant parmi les holdings minières de ne pas incorporer les évaluations des mines en cours de développement dans la valeur de leur actif net avant qu'elles ne soient cotées en bourse ou qu'elles ne réalisent des bénéfices. GFSa, dans ses dièses financiers annuels pour l'année se terminant le 30 juin 1974, est conforme à cet usage. Seulement dix-huit semaines après, les participations dans Deelkraal et Elangorano ont été évaluées respectivement à R 140 millions et R 24 millions. Le plus grand apport de l'augmentation des actifs de GFSa durant cette période peut être attribué à l'incorporation de ces évaluations. Les premières hypothèses sur lesquelles les évaluations ont été faites ont été un minerai de l'or pour 1974 de R 300 par tonne, avec une augmentation de 2 1/2 % par an en termes réels jusqu'en 1990. Cette base a été révisée dans un avis paru dans le 29 et 30 septembre 1974 et publié en relation avec cette offre. Ceci n'a peut-être pas relevé votre attention. L'évaluation de Deelkraal est un exercice interne qui a peu ou pas de relation avec l'estimation

boursière de mines similaires. Par exemple, Libram, société proche de et liée par GFSa dans la même domaine, est une mine de longue vie, entièrement financée, opérationnelle et payant des dividendes. Elle a un taux de breakeven et une teneur similaire, mais, par rapport aux autres mines, les coûts d'exploitation sont plus faibles que ceux envisagés pour Deelkraal. Le 18 septembre 1974, la valeur boursière de Libram s'élevait à R 139 millions. GFSa a attribué à Deelkraal une valeur de R 140 millions, bien que la mise en production de la mine en 1984 entraînerait des dépenses de R 10 millions sur la base des prix de 1974 qui s'élèveraient sur une période intermédiaire de six ans. Ces dividendes ne pourraient être distribués au-delà de 1980. Nous ne pouvons accepter l'utilisation par GFSa de ses évaluations dans l'estimation de la valeur de son offre. L'offre de GFSa n'a pas été faite sur la même base que celle de Union Corporation. L'offre de GFSa n'a pas été faite sur la même base que celle de Union Corporation. L'offre de GFSa n'a pas été faite sur la même base que celle de Union Corporation.

VOS ADMINISTRATEURS ET CONSEILLERS, HAMBROS BANK LIMITED, LONDRES ET BARCLAYS NATIONAL MERCHANT BANK LIMITED, JOHANNESBURG VOUS RECOMMANDENT INSTAMMENT DE REJETER L'OFFRE DE GFSa

Les documents en anglais et français du rapport complet des administrateurs d'Union Corporation Limited en réponse à l'offre de Gold Fields of South Africa Limited peuvent être obtenus auprès de :

Union Corporation Limited, 74/78 Marshall street, Johannesburg. Union Corporation (U.K.) Limited, 95 Gresham street, Londres EC2.
Lloyds Bank International (France) Limited, 43, boulevard des Capucines, Paris, et Banque de l'Indochine, 96, boulevard Haussmann, Paris, France.
Lloyds Bank International (Belgium) S.A., 2 et 4, rue Royale, B - 1000 Bruxelles, Belgique.
Crédit Suisse, Paradeplatz 8, Zurich, et Swiss Bank Corporation, 1 Aeschenvorstadt, Bâle, Suisse.

Les administrateurs d'Union Corporation Limited solennellement et personnellement acceptent l'entière responsabilité de l'exactitude des informations contenues dans ce rapport et certifient qu'ils ont effectué toutes les enquêtes nécessaires pour vérifier tous les faits importants. A leur connaissance et selon leur conviction, il n'y a pas de fait important dont l'omission rendrait toute

Barclays National Merchant Bank Limited, 6th floor, National Bank Building, 84 Market street, Johannesburg 2001.
Hambros Bank Limited, 41, Bishopsgate, Londres EC2P 2AA. Price Waterhouse & Co., 3rd floor, 74/78, Marshall street, Johannesburg 2001.

NOUS ATTIRONS VOTRE ATTENTION SUR LA LETTRE AUX ACTIONNAIRES PUBLIÉE À LA PAGE CI-CONTRE.

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

Représentant spécial du président Ford M. Eberlé rencontre le chancelier allemand

M. William Eberlé, représentant spécial du président Ford, effectue une tournée en Europe afin d'informer les responsables économiques du programme de lutte contre l'inflation, présenté le 8 octobre devant le Congrès américain. L'envoyé des États-Unis a ainsi rencontré, le 9 octobre à Bruxelles, M. François-Xavier Ortoli, président de la commission de la C.E.E., puis s'est entretenu à Paris, le même jour, avec M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. « Nous n'avons pas l'intention d'élaborer un comité de nos exportations, notamment de celles de produits alimentaires. Nous ne demandons rien de particulier à nos partenaires », a-t-il déclaré, ajoutant toutefois qu'il était en Europe pour accélérer la mise en place de politiques anti-inflationnistes et inviter les gouvernements à une étroite collaboration.

Le 10 octobre, le représentant de M. Ford devait rencontrer les chefs de délégation de l'O.C.D.E. avant de se rendre à Bonn pour s'entretenir avec le chancelier allemand, M. Helmut Schmidt. Cependant, aux États-Unis le programme économique a suscité des réactions favorables dans les milieux industriels et financiers américains. Les dirigeants de l'industrie automobile ayant notamment exprimé leur soutien, tandis que M. Ford a indiqué que si le Congrès adoptait ses recommandations une « réduction substantielle » du taux d'inflation interviendrait dès le début de 1975. Dans le domaine de l'énergie, les mesures américaines vont selon un porte-parole de l'O.P.E.P. à Vienne, dans le sens de la politique de cette organisation : « La réduction des importations devrait favoriser la conservation générale d'une ressource naturelle de nature, mais non inépuisable. »

ÉNERGIE

M. SEGARD : rééquilibrer la balance commerciale vers la fin de 1975 ou au début de 1976.

« Nous nous efforçons de faire disparaître, avant la fin de l'année, ce qui, dans la détérioration de notre balance commerciale, est dû à l'augmentation des échanges sur les produits non pétroliers », a déclaré M. Norbert Segard, mercredi, devant les assises du patronat français. Ce mouvement est amorcé, puisque l'on assiste depuis trois mois à un net retournement des échanges hors énergie, qui sont excédentaires. Puis nous commencerons à compenser, à partir du début de 1975, la charge due au retournement du prix des produits énergétiques, cette opération devant conduire à étager de rééquilibrer notre balance commerciale vers la fin de 1975 ou au début de 1976. »

M. D'ORNANO : l'équilibre de la balance des paiements peut être atteint en 1976.

La commission sénatoriale des affaires économiques a entendu, le 9 octobre, un exposé de M. Michel D'Ornano, ministre de l'Industrie, sur le projet de loi relatif aux économies d'énergie qui doit venir en discussion le 15 octobre au Palais du Luxembourg et dont le rapporteur sera M. Pinat, sénateur (rad.) de la Gironde. Le ministre a notamment apporté les précisions suivantes, en réponse aux questions qui lui étaient posées : « Au sein rationnement de gaz n'est prévisible pour cet hiver. Le gouvernement laissera le Sénat libre de repousser les dispositions introduites dans le projet par l'Assemblée nationale, et qui élargissent à l'ensemble des produits minéraux les pouvoirs de contrôle et de répartition que le gouvernement avait réclamés pour les seuls produits énergétiques. » « Nos réserves charbonnières, à l'indigence M. D'Ornano ne sont que le millionne des réserves américaines. Actuellement, 40 % du charbon que nous consommons est importé. Outre la minceur de nos réserves, un autre obstacle au développement de nos exploitations tient à une main-d'œuvre insuffisante. »

AUX GALERIES DES PRIX QUI DONNENT ENVIE.

795^F



395^F Même machine avec mémoire

250^F Même machine avec facteur constant

SATEX Calculatrice scientifique, 36 fonctions mathématiques programmées. Capacité 8 chiffres bonne lisibilité. Alimentation piles.

galeries lafayette
HULSTANT-MONTMARTRE BELLE ÉTOILE.

C'EST LE MOMENT DE S'ACHETER UNE CALCULATRICE

LE MERIDIEN

Rennes Sud

1400 F LE M2 (hors parking).

les bureaux neufs les moins chers de Rennes.

et si vous choisissiez un "investissement Pierre" aux U.S.A. !

à partir de **\$17000**

J. et P. COURTOIS S.A.
17, bd Malesherbes - 75003 Paris
tel. 265.21.39

Voyages gratuits au départ de Paris à tout investisseur

Je désire recevoir sans engagement de ma part une documentation.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____

TEL _____

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



emprunt convertible octobre 1974

Montant 19.800.000 F

Nombre de titres: 90.000 obligations
Prix d'émission: le pair, soit 220 F
Jouissance: 7 octobre 1974
Taux d'intérêt nominal: 9 %
Durée: 15 ans, 2 mois et 25 jours

Amortissement normal: en 10 ans à partir du 1^{er} janvier 1980 par voie de tirage au sort, en 1981 à 234,40 en 1982 à 234,40 en 1983 à 234,40 en 1984 à 234,40 en 1985 à 234,40 en 1986 à 234,40 en 1987 à 234,40 en 1988 à 234,40 en 1989 à 234,40 en 1990 à 234,40 en 1991 à 234,40 en 1992 à 234,40 en 1993 à 234,40 en 1994 à 234,40 en 1995 à 234,40 en 1996 à 234,40 en 1997 à 234,40 en 1998 à 234,40 en 1999 à 234,40 en 2000 à 234,40 en 2001 à 234,40 en 2002 à 234,40 en 2003 à 234,40 en 2004 à 234,40 en 2005 à 234,40 en 2006 à 234,40 en 2007 à 234,40 en 2008 à 234,40 en 2009 à 234,40 en 2010 à 234,40 en 2011 à 234,40 en 2012 à 234,40 en 2013 à 234,40 en 2014 à 234,40 en 2015 à 234,40 en 2016 à 234,40 en 2017 à 234,40 en 2018 à 234,40 en 2019 à 234,40 en 2020 à 234,40 en 2021 à 234,40 en 2022 à 234,40 en 2023 à 234,40 en 2024 à 234,40 en 2025 à 234,40 en 2026 à 234,40 en 2027 à 234,40 en 2028 à 234,40 en 2029 à 234,40 en 2030 à 234,40 en 2031 à 234,40 en 2032 à 234,40 en 2033 à 234,40 en 2034 à 234,40 en 2035 à 234,40 en 2036 à 234,40 en 2037 à 234,40 en 2038 à 234,40 en 2039 à 234,40 en 2040 à 234,40 en 2041 à 234,40 en 2042 à 234,40 en 2043 à 234,40 en 2044 à 234,40 en 2045 à 234,40 en 2046 à 234,40 en 2047 à 234,40 en 2048 à 234,40 en 2049 à 234,40 en 2050 à 234,40 en 2051 à 234,40 en 2052 à 234,40 en 2053 à 234,40 en 2054 à 234,40 en 2055 à 234,40 en 2056 à 234,40 en 2057 à 234,40 en 2058 à 234,40 en 2059 à 234,40 en 2060 à 234,40 en 2061 à 234,40 en 2062 à 234,40 en 2063 à 234,40 en 2064 à 234,40 en 2065 à 234,40 en 2066 à 234,40 en 2067 à 234,40 en 2068 à 234,40 en 2069 à 234,40 en 2070 à 234,40 en 2071 à 234,40 en 2072 à 234,40 en 2073 à 234,40 en 2074 à 234,40 en 2075 à 234,40 en 2076 à 234,40 en 2077 à 234,40 en 2078 à 234,40 en 2079 à 234,40 en 2080 à 234,40 en 2081 à 234,40 en 2082 à 234,40 en 2083 à 234,40 en 2084 à 234,40 en 2085 à 234,40 en 2086 à 234,40 en 2087 à 234,40 en 2088 à 234,40 en 2089 à 234,40 en 2090 à 234,40 en 2091 à 234,40 en 2092 à 234,40 en 2093 à 234,40 en 2094 à 234,40 en 2095 à 234,40 en 2096 à 234,40 en 2097 à 234,40 en 2098 à 234,40 en 2099 à 234,40 en 2100 à 234,40 en 2101 à 234,40 en 2102 à 234,40 en 2103 à 234,40 en 2104 à 234,40 en 2105 à 234,40 en 2106 à 234,40 en 2107 à 234,40 en 2108 à 234,40 en 2109 à 234,40 en 2110 à 234,40 en 2111 à 234,40 en 2112 à 234,40 en 2113 à 234,40 en 2114 à 234,40 en 2115 à 234,40 en 2116 à 234,40 en 2117 à 234,40 en 2118 à 234,40 en 2119 à 234,40 en 2120 à 234,40 en 2121 à 234,40 en 2122 à 234,40 en 2123 à 234,40 en 2124 à 234,40 en 2125 à 234,40 en 2126 à 234,40 en 2127 à 234,40 en 2128 à 234,40 en 2129 à 234,40 en 2130 à 234,40 en 2131 à 234,40 en 2132 à 234,40 en 2133 à 234,40 en 2134 à 234,40 en 2135 à 234,40 en 2136 à 234,40 en 2137 à 234,40 en 2138 à 234,40 en 2139 à 234,40 en 2140 à 234,40 en 2141 à 234,40 en 2142 à 234,40 en 2143 à 234,40 en 2144 à 234,40 en 2145 à 234,40 en 2146 à 234,40 en 2147 à 234,40 en 2148 à 234,40 en 2149 à 234,40 en 2150 à 234,40 en 2151 à 234,40 en 2152 à 234,40 en 2153 à 234,40 en 2154 à 234,40 en 2155 à 234,40 en 2156 à 234,40 en 2157 à 234,40 en 2158 à 234,40 en 2159 à 234,40 en 2160 à 234,40 en 2161 à 234,40 en 2162 à 234,40 en 2163 à 234,40 en 2164 à 234,40 en 2165 à 234,40 en 2166 à 234,40 en 2167 à 234,40 en 2168 à 234,40 en 2169 à 234,40 en 2170 à 234,40 en 2171 à 234,40 en 2172 à 234,40 en 2173 à 234,40 en 2174 à 234,40 en 2175 à 234,40 en 2176 à 234,40 en 2177 à 234,40 en 2178 à 234,40 en 2179 à 234,40 en 2180 à 234,40 en 2181 à 234,40 en 2182 à 234,40 en 2183 à 234,40 en 2184 à 234,40 en 2185 à 234,40 en 2186 à 234,40 en 2187 à 234,40 en 2188 à 234,40 en 2189 à 234,40 en 2190 à 234,40 en 2191 à 234,40 en 2192 à 234,40 en 2193 à 234,40 en 2194 à 234,40 en 2195 à 234,40 en 2196 à 234,40 en 2197 à 234,40 en 2198 à 234,40 en 2199 à 234,40 en 2200 à 234,40 en 2201 à 234,40 en 2202 à 234,40 en 2203 à 234,40 en 2204 à 234,40 en 2205 à 234,40 en 2206 à 234,40 en 2207 à 234,40 en 2208 à 234,40 en 2209 à 234,40 en 2210 à 234,40 en 2211 à 234,40 en 2212 à 234,40 en 2213 à 234,40 en 2214 à 234,40 en 2215 à 234,40 en 2216 à 234,40 en 2217 à 234,40 en 2218 à 234,40 en 2219 à 234,40 en 2220 à 234,40 en 2221 à 234,40 en 2222 à 234,40 en 2223 à 234,40 en 2224 à 234,40 en 2225 à 234,40 en 2226 à 234,40 en 2227 à 234,40 en 2228 à 234,40 en 2229 à 234,40 en 2230 à 234,40 en 2231 à 234,40 en 2232 à 234,40 en 2233 à 234,40 en 2234 à 234,40 en 2235 à 234,40 en 2236 à 234,40 en 2237 à 234,40 en 2238 à 234,40 en 2239 à 234,40 en 2240 à 234,40 en 2241 à 234,40 en 2242 à 234,40 en 2243 à 234,40 en 2244 à 234,40 en 2245 à 234,40 en 2246 à 234,40 en 2247 à 234,40 en 2248 à 234,40 en 2249 à 234,40 en 2250 à 234,40 en 2251 à 234,40 en 2252 à 234,40 en 2253 à 234,40 en 2254 à 234,40 en 2255 à 234,40 en 2256 à 234,40 en 2257 à 234,40 en 2258 à 234,40 en 2259 à 234,40 en 2260 à 234,40 en 2261 à 234,40 en 2262 à 234,40 en 2263 à 234,40 en 2264 à 234,40 en 2265 à 234,40 en 2266 à 234,40 en 2267 à 234,40 en 2268 à 234,40 en 2269 à 234,40 en 2270 à 234,40 en 2271 à 234,40 en 2272 à 234,40 en 2273 à 234,40 en 2274 à 234,40 en 2275 à 234,40 en 2276 à 234,40 en 2277 à 234,40 en 2278 à 234,40 en 2279 à 234,40 en 2280 à 234,40 en 2281 à 234,40 en 2282 à 234,40 en 2283 à 234,40 en 2284 à 234,40 en 2285 à 234,40 en 2286 à 234,40 en 2287 à 234,40 en 2288 à 234,40 en 2289 à 234,40 en 2290 à 234,40 en 2291 à 234,40 en 2292 à 234,40 en 2293 à 234,40 en 2294 à 234,40 en 2295 à 234,40 en 2296 à 234,40 en 2297 à 234,40 en 2298 à 234,40 en 2299 à 234,40 en 2300 à 234,40 en 2301 à 234,40 en 2302 à 234,40 en 2303 à 234,40 en 2304 à 234,40 en 2305 à 234,40 en 2306 à 234,40 en 2307 à 234,40 en 2308 à 234,40 en 2309 à 234,40 en 2310 à 234,40 en 2311 à 234,40 en 2312 à 234,40 en 2313 à 234,40 en 2314 à 234,40 en 2315 à 234,40 en 2316 à 234,40 en 2317 à 234,40 en 2318 à 234,40 en 2319 à 234,40 en 2320 à 234,40 en 2321 à 234,40 en 2322 à 234,40 en 2323 à 234,40 en 2324 à 234,40 en 2325 à 234,40 en 2326 à 234,40 en 2327 à 234,40 en 2328 à 234,40 en 2329 à 234,40 en 2330 à 234,40 en 2331 à 234,40 en 2332 à 234,40 en 2333 à 234,40 en 2334 à 234,40 en 2335 à 234,40 en 2336 à 234,40 en 2337 à 234,40 en 2338 à 234,40 en 2339 à 234,40 en 2340 à 234,40 en 2341 à 234,40 en 2342 à 234,40 en 2343 à 234,40 en 2344 à 234,40 en 2345 à 234,40 en 2346 à 234,40 en 2347 à 234,40 en 2348 à 234,40 en 2349 à 234,40 en 2350 à 234,40 en 2351 à 234,40 en 2352 à 234,40 en 2353 à 234,40 en 2354 à 234,40 en 2355 à 234,40 en 2356 à 234,40 en 2357 à 234,40 en 2358 à 234,40 en 2359 à 234,40 en 2360 à 234,40 en 2361 à 234,40 en 2362 à 234,40 en 2363 à 234,40 en 2364 à 234,40 en 2365 à 234,40 en 2366 à 234,40 en 2367 à 234,40 en 2368 à 234,40 en 2369 à 234,40 en 2370 à 234,40 en 2371 à 234,40 en 2372 à 234,40 en 2373 à 234,40 en 2374 à 234,40 en 2375 à 234,40 en 2376 à 234,40 en 2377 à 234,40 en 2378 à 234,40 en 2379 à 234,40 en 2380 à 234,40 en 2381 à 234,40 en 2382 à 234,40 en 2383 à 234,40 en 2384 à 234,40 en 2385 à 234,40 en 2386 à 234,40 en 2387 à 234,40 en 2388 à 234,40 en 2389 à 234,40 en 2390 à 234,40 en 2391 à 234,40 en 2392 à 234,40 en 2393 à 234,40 en 2394 à 234,40 en 2395 à 234,40 en 2396 à 234,40 en 2397 à 234,40 en 2398 à 234,40 en 2399 à 234,40 en 2400 à 234,40 en 2401 à 234,40 en 2402 à 234,40 en 2403 à 234,40 en 2404 à 234,40 en 2405 à 234,40 en 2406 à 234,40 en 2407 à 234,40 en 2408 à 234,40 en 2409 à 234,40 en 2410 à 234,40 en 2411 à 234,40 en 2412 à 234,40 en 2413 à 234,40 en 2414 à 234,40 en 2415 à 234,40 en 2416 à 234,40 en 2417 à 234,40 en 2418 à 234,40 en 2419 à 234,40 en 2420 à 234,40 en 2421 à 234,40 en 2422 à 234,40 en 2423 à 234,40 en 2424 à 234,40 en 2425 à 234,40 en 2426 à 234,40 en 2427 à 234,40 en 2428 à 234,40 en 2429 à 234,40 en 2430 à 234,40 en 2431 à 234,40 en 2432 à 234,40 en 2433 à 234,40 en 2434 à 234,40 en 2435 à 234,40 en 2436 à 234,40 en 2437 à 234,40 en 2438 à 234,40 en 2439 à 234,40 en 2440 à 234,40 en 2441 à 234,40 en 2442 à 234,40 en 2443 à 234,40 en 2444 à 234,40 en 2445 à 234,40 en 2446 à 234,40 en 2447 à 234,40 en 2448 à 234,40 en 2449 à 234,40 en 2450 à 234,40 en 2451 à 234,40 en 2452 à 234,40 en 2453 à 234,40 en 2454 à 234,40 en 2455 à 234,40 en 2456 à 234,40 en 2457 à 234,40 en 2458 à 234,40 en 2459 à 234,40 en 2460 à 234,40 en 2461 à 234,40 en 2462 à 234,40 en 2463 à 234,40 en 2464 à 234,40 en 2465 à 234,40 en 2466 à 234,40 en 2467 à 234,40 en 2468 à 234,40 en 2469 à 234,40 en 2470 à 234,40 en 2471 à 234,40 en 2472 à 234,40 en 2473 à 234,40 en 2474 à 234,40 en 2475 à 234,40 en 2476 à 234,40 en 2477 à 234,40 en 2478 à 234,40 en 2479 à 234,40 en 2480 à 234,40 en 2481 à 234,40 en 2482 à 234,40 en 2483 à 234,40 en 2484 à 234,40 en 2485 à 234,40 en 2486 à 234,40 en 2487 à 234,40 en 2488 à 234,40 en 2489 à 234,40 en 2490 à 234,40 en 2491 à 234,40 en 2492 à 234,40 en 2493 à 234,40 en 2494 à 234,40 en 2495 à 234,40 en 2496 à 234,40 en 2497 à 234,40 en 2498 à 234,40 en 2499 à 234,40 en 2500 à 234,40 en 2501 à 234,40 en 2502 à 234,40 en 2503 à 234,40 en 2504 à 234,40 en 2505 à 234,40 en 2506 à 234,40 en 2507 à 234,40 en 2508 à 234,40 en 2509 à 234,40 en 2510 à 234,40 en 2511 à 234,40 en 2512 à 234,40 en 2513 à 234,40 en 2514 à 234,40 en 2515 à 234,40 en 2516 à 234,40 en 2517 à 234,40 en 2518 à 234,40 en 2519 à 234,40 en 2520 à 234,40 en 2521 à 234,40 en 2522 à 234,40 en 2523 à 234,40 en 2524 à 234,40 en 2525 à 234,40 en 2526 à 234,40 en 2527 à 234,40 en 2528 à 234,40 en 2529 à 234,40 en 2530 à 234,40 en 2531 à 234,40 en 2532 à 234,40 en 2533 à 234,40 en 2534 à 234,40 en 2535 à 234,40 en 2536 à 234,40 en 2537 à 234,40 en 2538 à 234,40 en 2539 à 234,40 en 2540 à 234,40 en 2541 à 234,40 en 2542 à 234,40 en 2543 à 234,40 en 2544 à 234,40 en 2545 à 234,40 en 2546 à 234,40 en 2547 à 234,40 en 2548 à 234,40 en 2549 à 234,40 en 2550 à 234,40 en 2551 à 234,40 en 2552 à 234,40 en 2553 à 234,40 en 2554 à 234,40 en 2555 à 234,40 en 2556 à 234,40 en 2557 à 234,40 en 2558 à 234,40 en 2559 à 234,40 en 2560 à 234,40 en 2561 à 234,40 en 2562 à 234,40 en 2563 à 234,40 en 2564 à 234,40 en 2565 à 234,40 en 2566 à 234,40 en 2567 à 234,40 en 2568 à 234,40 en 2569 à 234,40 en 2570 à 234,40 en 2571 à 234,40 en 2572 à 234,40 en 2573 à 234,40 en 2574 à 234,40 en 2575 à 234,40 en 2576 à 234,40 en 2577 à 234,40 en 2578 à 234,40 en 2579 à 234,40 en 2580 à 234,40 en 2581 à 234,40 en 2582 à 234,40 en 2583 à 234,40 en 2584 à 234,40 en 2585 à 234,40 en 2586 à 234,40 en 2587 à 234,40 en 2588 à 234,40 en 2589 à 234,40 en 2590 à 234,40 en 2591 à 234,40 en 2592 à 234,40 en 2593 à 234,40 en 2594 à 234,40 en 2595 à 234,40 en 2596 à 234,40 en 2597 à 234,40 en 2598 à 234,40 en 2599 à 234,40 en 2600 à 234,40 en 2601 à 234,40 en 2602 à 234,40 en 2603 à 234,40 en 2604 à 234,40 en 2605 à 234,40 en 2606 à 234,40 en 2607 à 234,40 en 2608 à 234,40 en 2609 à 234,40 en 2610 à 234,40 en 2611 à 234,40 en 2612 à 234,40 en 2613 à 234,40 en 2614 à 234,40 en 2615 à 234,40 en 2616 à 234,40 en 2617 à 234,40 en 2618 à 234,40 en 2619 à 234,40 en 2620 à 234,40 en 2621 à 234,40 en 2622 à 234,40 en 2623 à 234,40 en 2624 à 234,40 en 2625 à 234,40 en 2626 à 234,40 en 2627 à 234,40 en 2628 à 234,40 en 2629 à 234,40 en 2630 à 234,40 en 2631 à 234,40 en 2632 à 234,40 en 2633 à 234,40 en 2634 à 234,40 en 2635 à 234,40 en 2636 à 234,40 en 2637 à 234,40 en 2638 à 234,40 en 2639 à 234,40 en 2640 à 234,40 en 2641 à 234,40 en 2642 à 234,40 en 2643 à 234,40 en 2644 à 234,40 en 2645 à 234,40 en 2646 à 234,40 en 2647 à 234,40 en 2648 à 234,40 en 2649 à 234,40 en 2650 à 234,40 en 2651 à 234,40 en 2652 à 234,40 en 2653 à 234,40 en 2654 à 234,40 en 2655 à 234,40 en 2656 à 234,40 en 2657 à 234,40 en 2658 à 234,40 en 2659 à 234,40 en 2660 à 234,40 en 2661 à 234,40 en 2662 à 234,40 en 2663 à 234,40 en 2664 à 234,40 en 2665 à 234,40 en 2666 à 234,40 en 2667 à 234,40 en 2668 à 234,40 en 2669 à 234,40 en 2670 à 234,40 en 2671 à 234,40 en 2672 à 234,40 en 2673 à 234,40 en 2674 à 234,40 en 2675 à 234,40 en 2676 à 234,40 en 2677 à 234,40 en 2678 à 234,40 en 2679 à 234,40 en 2680 à 234,40 en 2681 à 234,40 en 2682 à 234,40 en 2683 à 234,40 en 2684 à 234,40 en 2685 à 234,40 en 2686 à 234,40 en 2687 à 234,40 en 2688 à 234,40 en 2689 à 234,40 en 2690 à 234,40 en 2691 à 234,40 en 2692 à 234,40 en 2693 à 234,40 en 2694 à 234,40 en 2695 à 234,40 en 2696 à 234,40 en 2697 à 234,40 en 2698 à

